

Conseil de sécurité de l'ONU

ATTAF PREND PART À LA RÉUNION SUR LA PALESTINE

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7799— MERCREDI 24 JANVIER 2024
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Massacres sionistes à Gaza

GRÈVE HISTORIQUE AU *LOS ANGELES TIMES*

Page 24

UNE DÉLÉGATION AMÉRICAINE REÇUE PAR ARKAB

L'ATTRAIT DES HYDROCARBURES

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu hier une délégation d'hommes d'affaires américains. Lors des discussions, l'accent a été mis sur les opportunités d'investissement et la volonté de promouvoir des partenariats mutuellement bénéfiques dans le domaine de l'énergie et des mines.

Page 4



STATUT PARTICULIER ET RÉGIME INDEMNITAIRE

Concertation ministère de la Santé - SNPSP

Page 5

VOLS INTERNATIONAUX

Le plan audacieux d'Air Algérie

Page 24

CAN 2024 DE HANDBALL

L'Algérie en demi-finale

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

STATUT PARTICULIER ET RÉGIME INDEMNITAIRE

Le ministère de la Santé en concertation avec le SNPSP

Le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) a été convié par le ministère de la Santé pour participer, aujourd'hui, à une réunion de concertation autour de la révision des statuts particuliers et des régimes indemnitaires des praticiens généralistes et spécialistes. C'est ce qu'a fait savoir, hier, le Dr Lyès Merabet, président du SNPSP, au Jeune Indépendant.

Le Dr Merabet a tenu à souligner, à l'occasion de l'organisation de cette rencontre, longtemps réclamée par les syndicats du secteur, que « nous avons envoyé plusieurs écrits officiels au ministère de la Santé pour réclamer que les syndicats et les partenaires sociaux soient associés à la rédaction de la mouture finale du projet de la révision des statuts particuliers et du régime indemnitaire », conformément aux orientations des instructions du président de la République, qui a fixé le mois de février prochain pour la présentation de ces projets en Conseil des ministres.

Le syndicaliste a insisté sur le fait que l'« on est à la fin du mois de janvier, et il était temps de commencer à faire ce travail. J'espère qu'on ne va pas être en retard et j'espère qu'on va pouvoir le faire d'une manière correcte, tout simplement ».

Concernant l'importance de cette réunion de concertation, il a expliqué qu'il s'agit « premièrement de voir si les propositions concernant la révision de ces textes ont été prises en considération, et deuxièmement, dans le cas où il y a eu changement, de nous expliquer pourquoi il y a des propositions qui ont été refusées ou modifiées ».

Il s'agit aussi, lors de cette réunion de concertation, de donner l'occasion aux syndicats de faire des contre-propositions ou de faire des rajouts au niveau de l'argumentaire afin de justifier et de convaincre justement les vis-à-vis par rapport aux propositions qui ont déjà été formulées. Il a précisé que ces vis-à-vis sont le secrétariat général du gouvernement, la fonction publique et le ministère des Finances. Il a expliqué que c'est à ce niveau-là de l'étude du dossier de la révision des statuts particuliers et des régimes indemnitaires que les syndicats ne peuvent pas être présents. Ce sont uniquement les représentants du ministère de la Santé qui défendent les révisions apportées, d'où l'importance que cette révision soit faite en concertation avec les syndicats.


Le Dr Lyès Merabet, président du SNPSP.

A propos des principales propositions du SNPSP, concernant la révision du statut particulier, le Dr Merabet a indiqué qu'il s'agit notamment de revoir des dispositions réglementaires, à l'instar de celles ayant trait à la titularisation des praticiens dès leur recrutement.

Il a affirmé que « jusqu'à présent, avec un doctorat de médecine générale, de médecine dentaire ou de pharmacie, les médecins, lorsqu'ils sont recrutés dans la fonction publique, le sont, malheureusement, en tant que stagiaires ». La période de stage est d'une année renouvelable, cela peut aller jusqu'à plus deux ans avant leur titularisation, « alors que ce même médecin, s'il va dans le privé, est recruté, installé et se voit attribuer son cachet, et ce dès le premier jour. C'est une aberration qu'il faudrait à tout prix corriger », a-t-il soutenu. En outre, le syndicat a également réclamé l'accès à la gestion des établissements de santé. Selon le Dr Merabet, cet accès existait dans les statuts depuis 1985, mais depuis 2008, lors de la révision des statuts, « on nous a carrément enlevé ce droit » alors que c'est une condition sine qua none dans le secteur privé. Il s'est insurgé du fait que « dans le même pays, le même système de santé ne donne pas les mêmes droits ».

En outre, le SNPSP a également émis comme proposition la rectification au niveau de la classification. Il a cité, à titre d'exemple, le cas de la médecine dentaire ou des doctorats de pharmacie qui ont bac+6 et sont classés dans la catégorie du 13e échelon de la grille des salaires des fonctionnaires. Le syndicaliste a réclamé qu'il soit classé à l'échelon 16 dans la grille des salaires.

Une revalorisation du point indiciaire est incluse dans la liste des propositions de la révision du régime indemnitaire. Ainsi, le syndicat propose 90 DA au lieu des 45 DA actuellement. C'est-à-dire une majoration à 100 % de la valeur du point indiciaire. De plus, il est aussi demandé une pérennisation de la prime Covid sous forme de prime contre les risques pandémiques.

La dernière proposition, qui revêt un caractère important pour le SNPSP, est la mise en place d'une indemnité de départ à la retraite, comme c'est le cas dans le secteur économique et d'autres secteurs dans la fonction publique.

Il convient de rappeler que le ministère de la Santé a indiqué, lundi dernier, dans un communiqué, que dans le cadre de l'élaboration des statuts particuliers des médecins, dentistes, pharmaciens et médecins spécialistes, le ministère s'est engagé à des concertations et à un débat autour de ces textes.

En outre, il sera procédé, à partir de la semaine prochaine, à l'organisation de rencontres avec les partenaires sociaux représentant les corps paramédicaux, les auxiliaires médicaux, les anesthésistes et réanimateurs, les sages-femmes, les psychologues, les biologistes et les administrateurs des services de santé ainsi que les inspecteurs et les professeurs.

Sihem Bounabi

PAS DE RÉINTRODUCTION DE LA FILIÈRE SCIENCES ISLAMIQUES DANS LES LYCÉES

Les explications de Belabed

LE MINISTRE de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé que la réintroduction de la filière sciences islamiques au cycle secondaire n'est pas envisageable pour plusieurs raisons, dont la plus valable est celle de laisser le choix de cette spécialité aux nouveaux bacheliers qui voudront l'étudier à l'université.

Dans sa réponse à la requête adressée par un représentant de l'Assemblée populaire nationale au Premier ministre, relative à la restitution de la filière des sciences islamiques au niveau de l'enseignement secondaire, le ministre a fait savoir que cette question n'est pas à l'ordre du jour.

Il a expliqué que la filière existait avant la restructuration de l'enseignement secondaire général et technologique, mais elle ne permettait pas aux nouveaux bacheliers de s'inscrire dans l'enseignement supérieur que dans une seule spécialité, « charia », et qu'ils étaient donc privés de s'inscrire dans d'autres spécialités et domaines académiques de l'enseignement supérieur.

Pour M. Belabed, la réorganisation du cycle secondaire, dans le cadre de la réforme globale du système éducatif, a pour objectif d'opérer une structuration au vu des grandes orientations mondiales. « Cette restructuration a abouti à un baccalauréat de l'enseignement secondaire, donnant la priorité à la culture générale, y compris la dimension technologique, en retardant la spécialisation, en réduisant le nombre de classes et en améliorant le système d'orientation vers deux orientations cohérentes, à savoir l'enseignement supérieur et celui de la formation professionnelle, l'un académique et l'autre professionnel », a ajouté le ministre.

Cette réforme, estime le ministre, laisse le choix aux détenteurs du baccalauréat dans les différentes filières de s'inscrire dans la spécialité « charia » s'ils le désirent. D'autre part, le ministre de l'Education nationale a expliqué qu'actuellement, après que l'enseignement secondaire a été soumis aux réformes, le baccalauréat avec ses différentes filières (six anciennes filières et la filière des arts nouvellement créée) offre désormais à ses titulaires la possibilité de s'inscrire dans diverses spécialités universitaires, y compris la spécialité des sciences islamiques (charia), comme mentionné précédemment.

Concernant la question de l'attribution de l'enseignement de la matière d'éducation islamique à des enseignants spécialisés en sciences islamiques, le ministre Belabed a souligné que cette matière est actuellement « exclusivement encadrée par des enseignants spécialisés et par ceux qui détiennent le diplôme universitaire requis dans cette spécialité ».

Il a souligné que cette matière est inscrite dans les deux troncs communs au niveau de la première année du secondaire, et dans toutes les filières au niveau de la deuxième et de la troisième année secondaire. Quant au cycle moyen de l'enseignement, M. Belabed a souligné que l'objectif de l'enseignement de l'éducation islamique à ce niveau est de développer les aptitudes de l'élèves dans les domaines intellectuel, spirituel, moral, social et comportemental, en fonction des caractéristiques de la croissance de son éducation basée sur des principes sains et un comportement droit, d'où son appellation éducation islamique.

A cet égard, le ministre a souligné que cette matière ne nécessite pas de spécialisation et que, par conséquent, les enseignants de langue arabe sont responsables de l'enseignement de l'éducation islamique puisque le volume horaire de cette matière éducative est estimé à une heure par semaine pour chaque niveau scolaire de l'enseignement moyen.

Par ailleurs, M. Belabed a également souligné que la réforme éducative a touché les trois cycles éducatifs, y compris l'enseignement secondaire général et technologique, car il s'agit d'un maillon important dans le processus de l'ajustement du système éducatif. Ce qui a conduit à la mise en œuvre d'un ensemble d'activités de réforme dans plusieurs aspects, en la structurant, en diversifiant ses spécialisations, en améliorant ses programmes et ses systèmes d'évaluation, « permettant à nos enfants d'être préparés à vivre dans un monde caractérisé par la mondialisation de la vie dans ses différents domaines », a affirmé le ministre.

Le président de la République, faut-il le rappeler, avait mis l'accent, à l'issue d'un Conseil des ministres, le 20 juin 2022, sur la nécessité de réviser les programmes éducatifs en se référant à l'esprit pédagogique, qui a permis la formation, depuis l'indépendance, d'une élite dans diverses spécialités. Il a également interdit, rappelons-le, de procéder à la révision des programmes éducatifs durant l'année scolaire. Il a appelé à œuvrer au lancement d'une révision, selon des objectifs bien définis, tout en arrêtant un calendrier de deux ou trois ans, au minimum, pour la concrétisation de cette révision.

Lynda Louifi

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Attaf prend part à la réunion sur la Palestine

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a été chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour représenter l'Algérie lors d'une réunion de haut niveau du Conseil de sécurité. Cette réunion, qui s'est tenue hier à New York, a été consacrée à la question palestinienne, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

En tant que seul membre arabe du Conseil de sécurité, l'Algérie joue un rôle important dans les efforts visant à parvenir à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza. L'objectif de la réunion est de mettre fin à l'agression de l'entité sioniste et de lever le blocus imposé par cette dernière aux efforts de secours et d'aide humanitaire, souligne le document du MAE.

Outre sa participation à la réunion, le chef de la diplomatie algérienne a prévu des rencontres bilatérales avec ses homologues des pays membres du Conseil de sécurité, ainsi qu'avec un certain nombre de représentants des pays arabes frères, précise la même source.

La participation de haut niveau de l'Algérie à cette réunion témoigne de son engagement envers la question palestinienne et de son soutien aux efforts visant à résoudre le conflit de manière pacifique et juste. Cela confirme également la détermination d'Alger à défendre les droits des peuples opprimés, à l'instar du peuple sahraoui, et à œuvrer en faveur d'un monde plus équitable pour tous.

Notant que l'Algérie avait provoqué le 12 janvier courant une réunion du Conseil de sécurité sur le risque de déportation qu'encourt la population de Gaza. Elle avait appelé lors de cette réunion la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, à rejeter d'une «seule voix » le déplacement des Palestiniens.

Le représentant de l'Algérie au Conseil de sécurité, Amar Bendjama, avait rappelé les déclarations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a souligné que «ce qui se passe à Gaza restera une marque d'infamie dans la conscience de l'humanité », soulignant que « personne dans cette salle ne doit rester silencieux face à ces projets. Le silence est synonyme de complicité ».



Ahmad Attaf au Conseil de Sécurité.

Pour le diplomate algérien, la situation à Gaza interpelle car ce qui s'y passe dépasse l'entendement, sans oublier aussi ce qui se passe en Cisjordanie et à El-Qods. Notant que le bilan provisoire de l'agression sioniste lancée depuis plus de trois mois contre la bande de Ghaza, s'est élevé hier, à 25.490 martyrs et plus de 63.000 blessés.

La position de l'Algérie sur la question palestinienne est ancrée dans une longue tradition de solidarité avec les peuples opprimés et dans son engagement en faveur du respect des droits de l'homme et du droit international. Cette position reflète également les valeurs de justice et d'égalité qui sont au cœur de la politique étrangère algérienne. L'implication de l'Algérie dans ces questions démontre son engagement envers la justice et la paix au niveau international. En tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité, l'Algérie a l'occasion de faire entendre sa voix et de promouvoir des solutions équitables et durables pour les conflits mondiaux, en particulier ceux qui touchent de près les populations opprimées, à l'instar des peuples palestinien et sahraoui. Pour rappel, l'Algérie a été élue le 6 juin 2023 pour un mandat de deux ans (2024-2025) comme membre non-permanent du Conseil de sécurité par 184 voix des pays membres de l'ONU.

Mohamed Mecelti

RENCONTRE SUR LA CONDITION DE LA FEMME EN ALGÉRIE

Les acquis constitutionnels mis en exergue

LE PRÉSIDENT de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj, a affirmé, hier, que l'Algérie a franchi des « pas importants » en matière d'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux, et dans les domaines de l'autonomisation économique de la femme et sa participation à la vie politique.

Dans une allocution lue en son nom par Mme Fatiha Ben Abbou, membre de la Cour constitutionnelle, lors d'une rencontre sur « les acquis constitutionnels de la femme algérienne », organisée par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, M. Belhadj a souligné que « l'Algérie a franchi des pas importants en matière d'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux, et dans les domaines de l'autonomisation économique de la femme et sa participation à la vie politique, en levant tous les obstacles entravant l'exercice de ses droits ».

« La révision constitutionnelle de 2020 a tenu compte de ces objectifs, à travers l'engagement de l'Etat d'œuvrer à promouvoir les droits politiques de la femme, l'équité entre les femmes et les hommes dans le marché du travail, l'accès de la femme aux postes de responsabilité dans les instances, les administrations publiques et les institutions, outre la protection de la femme contre toutes les formes de violence en tout lieu et en toutes circonstances ».

« Le président de la République, fidèle à ses engagements envers le peuple algérien a procédé, dès son élection, au lancement de chantiers de réformes profondes et globales pour l'édification d'une Algérie nouvelle à laquelle nous aspirons tous », a indiqué le même responsable, rappelant que la première étape de ces réformes a été « la révision de la Constitution, plébiscitée par le peuple lors du référendum du 1er novembre 2020, instituant ainsi une Constitution qui consacre les principes de démocratie et d'équilibre entre les pouvoirs, garantit les droits et les libertés des citoyens outre l'indépendance de la justice et la moralisation de la vie politique ». M. Belhadj a ajouté que la Constitution de 2020 « a consacré les droits fondamentaux et élargi le champ des libertés comme jamais auparavant, en sus de consacrer l'attachement de l'Algérie à ses engagements internationaux, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme et les libertés fondamentales ».

De son côté, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a affirmé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, « tient à accorder à la femme la place qu'elle mérite », et a fait de sa promotion et de son autonomisation une priorité parmi ses engagements.

Dans son allocution lors de cette rencontre nationale, M. Boughali a rappelé l'importance vouée au rôle de la femme dans l'Algérie nouvelle, précisant que le président de la République « a fait de la promotion et de l'autonomisation de la femme une priorité parmi ses engagements ».

Hachemi B.

APN

Laagab détaille le réglement budgétaire de 2021

LE MINISTRE de la Communication, M. Mohamed Laagab, a présenté, hier, un exposé devant les membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) concernant le règlement budgétaire de 2021.

A cette occasion, le ministre a fait savoir que « le taux de consommation des affectations au titre de l'année 2021 s'est élevé à 99,62% », précisant que le « total des affectations allouées est de 25.325.742.000,00 Da, dont 25.228.465.153,12 Da ont été consommés ».

Après avoir rappelé les conditions exceptionnelles ayant impacté la consommation budgétaire en 2020 et 2021 à cause de la pandémie du Covid-19, le ministre a soutenu que le secteur avait réalisé « des résultats tangibles, tel que l'acquisition d'équipements, notamment au niveau de l'Etablissement public de télévision (EPTV) ayant besoin de rénover ses équipements, et de l'Etablissement public de Télédiffusion d'Algérie (TDA) qui doit également développer ses équipements pour ce qui est, notamment, des radars de diffusion dans les nouvelles wilayas ».

Selon le ministre, le secteur de la communication a également connu « la réalisation de plusieurs projets, dont la création de deux centres de télédiffusion et de radiodiffusion dans les wilayas de Biskra et Djanet en plus d'un centre d'échange d'informations et de programmes télévisés et radiophoniques pour l'Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU) et un autre pour l'Union africaine de radiodiffusion (UAR) », outre « l'aménagement de la bibliothèque urbaine pour accueillir le siège de la radio régionale de la wilaya de Mascara et la réhabilitation du centre culturel en vue d'abriter le siège de la radio régionale de la wilaya de Tébessa ».

Par ailleurs, M. Laagab a fait savoir que la diffusion numérique terrestre, à laquelle les autorités accordent un intérêt particulier, avait connu un saut qualitatif en matière de couverture à la faveur des affectations financières y consacrées par l'Etat.

Et d'ajouter que le budget 2021 a été consacré, également, « au renforcement du déploiement de la radiodiffusion (FM), mais aussi au parachèvement de la généralisation de la Télévision numérique terrestre (TNT) ».

Il s'agit, en outre, du renforcement « du rôle de la communication institutionnelle à travers le lancement par la télévision publique d'une chaine dédiée à la jeunesse outre la diffusion de publicités et des campagnes de sensibilisation et la formation des cadres de l'administration centrale du secteur ».

M. Laagab a, par ailleurs, affirmé que son secteur avait relevé « une amélioration en matière de nombre d'autorisations octroyées aux journaux, et d'accréditation des chaines télévisées et des correspondants de la presse étrangères ».

Le ministre a également relevé une amélioration en termes de taux d'impression des quotidiens et des journaux hebdomadaires contre un recul pour les journaux mensuels et spécialisés.

Hachemi B.

FINANCES PUBLIQUES

L'importance des réformes mise en exergue

LE MINISTRE des Finances, Laaziz Faïd, a mis en avant l'importance cruciale de la mise en œuvre de réformes dans la finance publique pour garantir la stabilité financière du pays et assurer un développement durable. Il a souligné que le succès de ces réformes dépend fortement de la qualité de la ressource humaine, afin d'améliorer la qualité des services fournis aux citoyens. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué du ministère des Finances.

Lors de sa visite d'inspection effectuée, avant-hier, dans des structures sous tutelle, dont la Direction générale du domaine national et l'Inspection générale des finances, le ministre a pris connaissance des conditions de travail et des progrès réalisés. Des présentations détaillées ont été faites sur les activités et projets en cours, mettant en lumière les réussites et les obstacles rencontrés.

Laaziz Faid a appelé l'ensemble des employés à élever leur niveau de performance et à redoubler d'efforts individuels et collectifs pour atteindre les objectifs des politiques financières établies. Il a insisté sur l'importance de stimuler la créativité et l'innovation dans l'exécution des tâches assignées, a souligné la même source.

Le ministre a également plaidé en faveur d'une attention particulière portée au développement des compétences et des aptitudes des salariés, soulignant que l'investissement dans le capital humain améliore les capacités organisationnelles et renforce l'interaction positive. Cette visite s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les liens entre les différentes structures du ministère des Finances, reflétant l'engagement du gouvernement à améliorer les performances et à réaliser la vision stratégique. L'objectif est de promouvoir le développement et d'améliorer la qualité des services fournis aux citoyens.

Meriem D.

UNE DÉLÉGATION D'HOMMES D'AFFAIRES AMÉRICAINS REÇUE PAR ARKAB

L'attrait des hydrocarbures

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu hier une délégation d'hommes d'affaires américains. Lors des discussions, l'accent a été sur les opportunités d'investissement et la volonté de promouvoir des partenariats mutuellement bénéfiques dans le domaine de l'énergie et des mines, selon un communiqué du ministère.



Arkab avec une délégation américaine.

Dirigée par les présidents du Conseil d'affaires algéro-américain (USABC), Ismail Chikhoune et David Wilhelm, cette rencontre a réuni des cadres du ministère ainsi que des représentants des principales entreprises américaines opérant dans le secteur de l'énergie et des mines, telles que Exxon Mobil, Chevron, Hecate Energy, ARC Energy, NESR, REASOL, Philippe Group Mining, et d'autres encore, selon le communiqué.

A cette occasion, les deux parties ont discuté de l'état des relations de coopération entre les entreprises algériennes et américaines dans les secteurs de l'énergie et des mines, et des perspectives de les renforcer.

En outre, Mohamed Arkab a également présenté aux hommes d'affaires américains l'importante stratégie de développement du secteur de l'énergie et des mines en Algérie, axée sur l'attraction d'investissements pour augmenter la production, le développement et l'exploitation des hydrocarbures, ainsi qu'investir dans la pétrochimie, la numérisation, les solutions technologiques et la réduction de l'empreinte carbone.

M. Arkab a également rappelé les avantages offerts par la nouvelle législation sur les hydrocarbures, sachant que le gouvernement s'est engagé à accompagner, soutenir et faciliter toutes les étapes de la concrétisation de ces investissements.

Les deux parties ont également abordé les grandes possibilités de coopération dans le domaine de dessalement de l'eau de mer à court et moyen terme, et dans l'industrie locale d'équipements dans ce domaine. Le ministre a exprimé la volonté de l'Algérie de travailler davantage pour développer ses ressources de manière optimale, en encourageant l'exploration et l'exploitation des ressources minières.

Il a appelé, dans ce sens, les entreprises américaines à investir dans le secteur minier en Algérie et à établir des partenariats avec les entreprises algériennes en transférant des connaissances, notamment en matière de recherche, d'exploration et de valorisation des ressources minières, et de développement du secteur minier en Algérie, en particulier pour les métaux rares.

D'autre part, les hommes d'affaires américains, dirigés par David Wilhelm, ont exprimé leur satisfaction par rapport aux relations existantes et à l'intérêt marqué des entreprises américaines pour investir dans un climat d'investissement favorable en Algérie. Des rencontres et des réunions entre les deux parties ont été convenues pour approfondir les discussions, ainsi que la concrétisation des projets d'investissement, dans le cadre d'un partenariat équilibré, durable et bénéfiques aux deux parties.

Il convient de rappeler que cette délégation, composée de 26 hommes d'affaires américains, a été reçue cette semaine par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, visant à lancer des partenariats gagnant-gagnant avec des entreprises algériennes dans des domaines différents, à l'instar de la sidérurgie, du rail, de l'automobile et du domaine pharmaceutique.

Rim Boukhari

PAIEMENT PAR TPE

Près de quatre millions d'opération en 2023

LE PAIEMENT électronique est en plein expansion en Algérie. De plus en plus de personnes utilisent cette méthode pour effectuer leurs transactions quotidiennes. Le nombre d'opérations effectuées via les terminaux de paiement électronique (TPE) a dépassé les 3,9 millions en 2023, pour un montant global de plus de 31,5 milliards de dinars.

Le Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique) a révélé, hier, son bilan annuel. Les chiffres de ce dernier, marquent une nette augmentation par rapport à l'année précédente, où le GIE Monétique avait enregistré plus de 2,7 millions de paiements sur TPE, totalisant 19,3 milliards de DA. Au cours de l'année 2023, le pic des opérations de paiement a été enregistré au mois de décembre, avec 401 389 transactions effectuées via les TPE, pour un montant dépassant les 3,1 milliards de DA, a précisé le même bilan.

Par ailleurs, le nombre de TPE en exploitation à l'échelle nationale a également augmenté, passant de 46 263 appareils fin 2022 à 53 191 à fin décembre 2023, notant ainsi une croissance significative. En ce qui concerne les cartes de paiement électronique en circulation jusqu'à fin décembre 2023, elles ont atteint plus de 16,5 millions d'unités, comprenant les cartes interbancaires (CIB) et les cartes Edahabia d'Algérie Poste, selon le GIE Monétique.

Le paiement sur Internet a également connu une forte progression, avec un total de plus de 15,3 millions de transactions effectuées entre janvier et décembre 2023. En outre, le nombre de Web marchands adhérant au système de paiement sur Internet par carte interbancaire a continué à augmenter, atteignant 475 opérateurs à fin 2023. Ce sont notamment les grands facturiers à l'image de l'Algérienne des eaux (ADE), Sonelgaz, Algérie télécom, les opérateurs de téléphonie mobile, les compagnies d'assurance et de transport aérien, a ajouté GIE monétique.

Le GIE Monétique a souligné que depuis le lancement du paiement sur Internet en 2016, le nombre total de transactions enregistrées a atteint 37,3 millions d'opérations, pour un montant total de plus de 67,3 milliards de DA. Le paiement par mobile, qui était initialement réservé aux clients d'une même banque, a enregistré, au cours de l'année 2023, un total de 39,2 millions de transactions, pour un montant de 27,8 milliards de DA, selon les données publiées par le GIE Monétique.

Les opérations relevant du service de transfert d'argent par mobile (p2p), ont enregistré 17,8 millions de transactions pour une valeur dépassant 241 mds DA. Quant aux opérations de retraits effectuées sur les ATM (distributeurs automatiques de billets) a dépassé 174,4 millions de transactions d'une valeur de 3 262 mds DA, a fait savoir la même source. Le parc de distributeurs automatiques de billets en exploitation est passé de 3 640 recensés à fin 2022, à 3 847 automates fin décembre dernier.

Pour rappel, entre janvier et mai 2023, le nombre de paiements sur les TPE s'est élevé à plus de 1,4 million d'opérations pour un montant de 11,5 milliards de dinars.

Le GIE Monétique, créé en 2014, est une collaboration entre 18 banques et Algérie Poste, avec la Banque d'Algérie en tant que membre non-adhérent. Son objectif principal est de garantir la conformité des systèmes, des outils de paiement et des standards en vigueur.

Dans le but d'améliorer ses activités, le GIE Monétique travaille actuellement sur la mise à jour du cadre réglementaire régissant le paiement électronique, ainsi que sur l'évolution des normes et des standards. Il s'engage également dans le développement du paiement en ligne, avec pour objectif d'augmenter le nombre de cybermarchands à 1000 d'ici la fin de cette année.

Le GIE Monétique joue un rôle essentiel dans la promotion de la monétique en encourageant l'utilisation des moyens de paiement électronique. Il supervise le système monétique en favorisant l'adoption des moyens de paiement électronique.

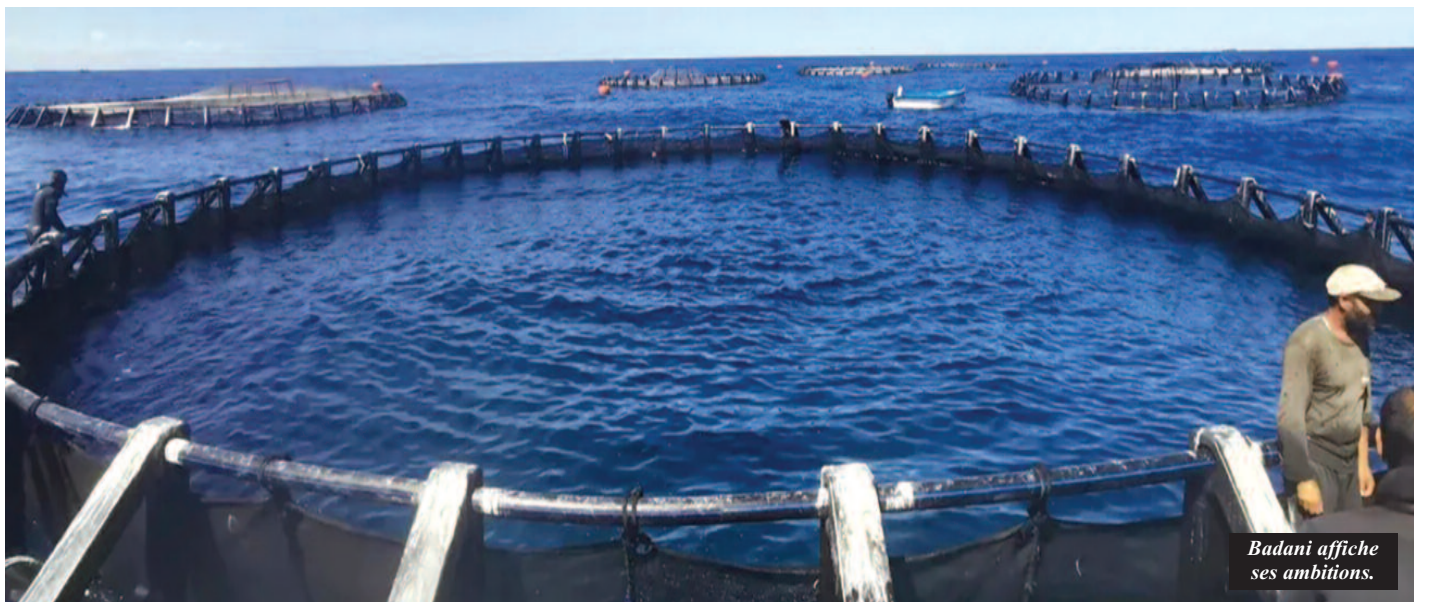
Dans le cadre de cette mission, le GIE Monétique a lancé en octobre dernier, en partenariat avec l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), le projet pilote de la «ville modèle pour le paiement électronique», avec Sidi-Abdallah comme ville pilote. L'objectif de ce projet est de familiariser les citoyens avec ce mode de paiement alternatif. Le GIE Monétique joue également un rôle clé dans la gestion des standards, des spécifications et des règles relatives aux produits monétiques bancaires, ainsi que dans la sécurité des paiements.

Meriem Djouder

SECTEUR DE L'AQUACULTURE

Un objectif de production de 40 000 tonnes à l'horizon 2030

Le ministre de la Pêche et de la Production halieutique, Ahmed Badani, a fait savoir que le secteur ambitionne de porter la production tirée par l'aquaculture à 12 000 tonnes de poissons d'élevage dans les eaux douces, à la fin de l'année en cours, et de porter la production à plus de 40 000 tonnes à l'horizon 2030.



Badani affiche ses ambitions.

Intervenant à l'ouverture des travaux de la rencontre nationale consacrée à l'investissement dans le domaine de l'élevage des produits aquacoles, avant-hier à Béjaïa, intitulée «L'élevage des produits aquacoles : défi de l'avenir», le ministre de la Pêche a souligné que son département a permis la création de plus de 71 fermes d'élevage aquacoles, dont 42 fermes d'élevage marin. Il a souligné aussi que son secteur compte «29 fermes marines activant dans le domaine de la conchyliculture et qu'une importante production est attendue cette année», expliquant cela par le fait que «23 millions de morue royale et de loups de mer ont été introduits dans 18 bassins d'élevage marin cette année».

Le ministre a fait savoir qu'»une véritable dynamique est impulsée à la filière halieutique qui connaît aussi un développement remarquable ces dernières années».

Selon lui, cette dynamique est consolidée par des mesures prises par l'Etat dont la baisse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 19 % à 09 % pour les produits aquacoles, la réduction de la taxe douanière de 30% à 05% en ce qui concerne l'importation du poisson de repeuplement et d'écloserie et aussi l'application de la réduction de la taxe sur le chiffre d'affaire relatif à ces produits.

Le premier responsable du département de la Pêche a, aussi, souligné que «le développement de l'aquaculture est dû aussi à l'accompagnement des professionnels de la pêche par la concrétisation de leurs projets ambitieux, l'organisation de la filière ainsi que la mise en place d'une protection sociale». Ces mesures devraient contribuer à atteindre les objectifs du pays visant à garantir la sécurité alimentaire.

L'hôte de Béjaïa a fait remarquer aussi que l'objectif est d'arriver à «augmenter la production des produits aquacoles en eau douce, développer la pêche et l'aquaculture en haute mer, la pêche continentale, la construction et la réparation navale avec des compétences nationales».

Pour sa part, le wali de Béjaïa M. Kamel Eddine Karbouche a affirmé dans son allocution inaugurale que «la wilaya se positionne en leader dans la filière de l'élevage de poisson dans les cages et compte, actuellement, 04 fermes d'élevage en cours de production, une autre en cours de construction et dispose aussi de 04 autres fermes d'élevage de conchyliculture». La wilaya de Béjaïa dispose d'énormes compétences pour concrétiser le programme du chef de l'Etat, selon M. Kerbouche.

«Les activités dans le secteur seront accompagnées aussi par d'importantes réalisations dans le domaine de la construction et la réparation navale qui permettront d'offrir des services au profit des forces navales nationale qui, autrefois, étaient l'apanage de sociétés étrangères, créer des postes d'emplois directs et indirects», a-t-il dit.

Le ministre a instruit les cadres de la wilaya secteur afin de proposer des initiatives pouvant booster l'économie nationale et créer de la richesse qui profitera aux citoyens.

La délégation ministérielle a, par ailleurs, visité avec les autorités de wilaya, plusieurs infrastructures du secteur dont le port de pêche et de plaisance de Tala-Ilef. Notons que des agréments et des autorisations d'exploitation ont été attribués au profit d'investisseurs dans la pêche et de fermes d'élevage de poissons dans les cages.

N. Bensalem

APPROVISIONNEMENT DES MARCHÉS DE PROXIMITÉ DURANT LE RAMADHAN À BLIDA

Une commission de suivi installée

LE WALI de Blida, Brahim Ouchene, a récemment réuni son staff, tous corps et services confondus, avec pour ordre du jour l'étude de la préparation du mois sacré de ramadhan ainsi que la création d'une commission multisectorielle dédiée au suivi de l'approvisionnement des marchés de proximité. Cette initiative vise à couvrir la demande croissante de produits de première nécessité pendant ce mois sacré. C'est une démarche proactive visant à assurer une disponibilité constante de tous les produits nécessaires sur le marché pour les besoins du citoyen durant le ramadhan. La commission, qui sera présidée par l'inspecteur général de la wilaya, compte aussi des représentants de plusieurs directions dont le commerce, l'agriculture, l'ADE, la santé, la jeunesse, la culture, le transport et les EPICS Nadhafa et Hadaik.

L'objectif premier de cette commission est de préparer le mois de ramadhan en élaborant un calendrier d'approvisionnement pour les produits de large consommation, mettant particulièrement l'accent sur ceux fortement sollicités pendant le mois de jeûne au niveau de tous les marchés de proximité de la wilaya, sans oublier les opérations d'encadrement et de solidarité. C'est ainsi qu'une présentation a été faite par le directeur des services de l'agriculture de la wilaya sur l'abondance de tous les produits de la chaîne alimentaire dont la viande, laquelle fera l'objet de suivi par la commission de wilaya.

A cet effet, des instructions ont été données par le wali pour qu'une coordination complète soit assurée entre les différentes directions et que toutes les mesures nécessaires, notamment celles liées à la fourniture de stocks suffisants en produits largement consommés, soient prises. Cette initiative stratégique implique la mise en place de comités locaux multisectoriels dans les 25 communes de la wilaya chargées d'évaluer en continu l'approvisionnement des marchés. Ces comités joueront un rôle essentiel dans le suivi minutieux et efficace du marché, contribuant ainsi à la gestion de leurs marchés. Cette commission multisectorielle, par son approche coordonnée et proactive, démontre l'engagement du wali à anticiper les défis potentiels liés à l'approvisionnement des marchés locaux, assurant ainsi la satisfaction des besoins fondamentaux de la population blidéenne.

T. Bouhamidi

CAISSE NATIONALE DE MUTUALITÉ AGRICOLE

Ouverture d'un bureau à Blida

LA CHAMBRE d'agriculture de la wilaya de Blida a organisé, hier, une journée d'information en présence des agriculteurs et des opérateurs économiques, où l'ensemble ont été conviés à l'achat des actions et souscrire des parts sociales au capital de la nouvelle caisse régionale de la ville de Blida. C'est la quatrième Caisse du genre dans la wilaya, les trois autres sont situées dans les villes de Boufarik, l'Arbaa et El-Affroun. Avec l'inauguration de la nouvelle CRMA au niveau de Blida, le nombre des caisses régionales des mutualités agricole, est passé à 71 caisses au niveau national, en plus des 550 bureaux locaux, d'où le nombre de ses souscripteurs au niveau de toutes les régions du pays a dépassé les 160 mille assurés. La CNMA occupe la première place en matière d'assurance agricole et aussi des véhicules et de tous genres de dégâts occasionnés. Le directeur des services agricoles DSA de la wilaya de Blida, Kamal Fodhala, a estimé que la nouvelle caisse régionale de Blida sera très bénéfique pour les agriculteurs de cette région. Il a affirmé que «Ces dernières années, nous avons assisté à des changements climatiques ainsi qu'à des maladies qui ont affecté les produits des agriculteurs et des éleveurs. Cette nouvelle caisse régionale leur apportera des avantages et des garanties, tout en assurant leurs produits, en les indemnisant pour les pertes pouvant résulter de catastrophes naturelles telles que les incendies et la grêle. L'achat de parts sociales dans la caisse permet à l'agriculteur d'être membre de l'Assemblée générale et a le droit de se présenter au Conseil d'administration et de donner son avis sur les propositions de ce dernier, ainsi que de bénéficier de réductions sur les produits d'assurance alloués aux agriculteurs et ceux qui travaillent dans le domaine industriel lié à l'agriculture, c'est-à-dire les industries manufacturières et alimentaires. En marge de cette journée, le directeur adjoint de la CNMA, Nasser Oumalmou, a déclaré : «Nous mettons en œuvre la stratégie de l'État pour développer l'agriculture et nous nous efforçons d'être efficaces... Notre première tâche est d'accompagner les agriculteurs et tous les acteurs du domaine de l'industrie alimentaire.» **T. B.**

HADJ 2024

Réunion pour arrêter le programme des vols

UNE RÉUNION de coordination s'est tenue au siège de l'Office national du Hadj et de la Omra (ONHO) pour arrêter le programme des vols des pèlerins et ce en prévision de la saison du hadj 1446/2024, a indiqué, hier, un communiqué de l'ONHO. Présidée par le directeur général adjoint chargé de la gestion de l'ONHO, Salah Bouterfa, en présence de représentants du ministère des transports, de l'Agence nationale de l'aviation civile, de la compagnie Saudia Airlines, ainsi que des représentants de la compagnie Flynas et des cadres de l'ONHO, cette réunion a été consacrée à la mise en place du programme des vols des pèlerins «conformément aux règles régissant cette opération», précise la même source. A cet égard, M. Bouterfa a souligné «la nécessité de respecter les délais de préparation de la saison du hadj et de poursuivre la levée des réserves concernant ce programme conformément aux directives adressées à toutes les compagnies aériennes concernées», conclut le communiqué. **S. N.**

Les perspectives de la stratégie gazière mondiale 2024/2030/2035



Professeur des universités, expert international docteur d'Etat 1974- directeur d'études Ministère Energie Sonatrach 1974/1979-1990/1995-200/2008-2013/2015 Abderrahmane MEBTOUL Membre de plusieurs organisations internationales

Lors de la réunion prévue à Alger, l'organisation des pays exportateurs de gaz du 29 février au 02 mars 2024 abordera certainement deux dossiers fondamentaux, le gaz, produit relativement propre par rapport au pétrole et charbon, au sein de la future transition énergétique et le prix d'équilibre qui concilie à la fois les intérêts des producteurs et des consommateurs. Rappelons, crée en 2001, le FPEG est constitué de 11 pays membres : 5 en Afrique (Algérie, Égypte, Guinée équatoriale, Libye, Nigéria) ; 2 au Moyen-Orient (Iran, Qatar) ; 3 en Amérique du Sud (Bolivie, Trinité-et-Tobago, Venezuela) ; et la Russie et 7 pays non-membres ont un statut d'observateur : l'Angola, l'Azerbaïdjan, les Émirats arabes unis, l'Irak, la Malaisie, la Norvège et le Pérou représentant environ 70% des réserves mondiales

1.-Le cours du pétrole est coté le 17 janvier 2024 à 79,00 dollars le Brent et 73,87 dollars le Wit et le prix de cession du gaz sur le marché libre ayant atteint le point haut du 09/01/2023 57,8 euros le MWh étant coté à 32.858 euros le /MWh, un bas niveau. Le prix du MWh de gaz en France sur le marché PEG est de 28.045 €/MWh pour le contrat de mars 2024, alors qu'il s'élevait à 33.398 €/MWh le 27/12/2023 pour le même contrat futur, le prix du gaz sur le marché de gros (PEG) étant de 27.901€/MWh le 17 janvier 2024. Les tensions en mer Rouge risquent d'avoir un impact sur l'évolution du cours des hydrocarbures où près de 12 % du commerce mondial y passe avec près de 30% des volumes de conteneurs, les pétroliers transitant par la mer Rouge représentent entre 12 et 14% du trafic maritime mondial, mais c'est le détroit d'Ormuz contrôlé par l'Iran qui est la zone de transit d'hydrocarbures la plus importante au niveau international avec un flux quotidien de pétrole évalué à 21 millions de barils soit l'équivalent de 21 % de la consommation mondiale en produits pétroliers qui est une route importante pour les hydrocarbures . Cela a un impact sur les coûts où les prix pour la principale direction de la Chine vers l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe ont augmenté entre 60/100 %, atteignant le plus haut point de l'année 2023, avec un coût supplémentaire de 1.000 à 2.000 USD pour un conteneur transitant par la région européenne. . Selon Allianz Trade, une multiplication par deux des coûts du fret maritime générerait +0,7 point d'inflation en Europe et aux USA, contre +0,3 point en Chine. Pour l'inflation, cela signifierait une hausse de +0,5 point, soit 5,1% d'inflation en 2024 avec un impact de -0,9 point de croissance du PIB pour l'Europe et de -0,6 point pour les USA et à l'échelle mondiale, l'impact sur la croissance du PIB serait de -0,4 point, ce qui la limiterait à +2% pour 2024.

2.- On doit éviter toutes mauvaises interprétations concernant le niveau des réserves de gaz ou de pétrole : premièrement , les réserves se calculent par rapport au vecteur prix international et au coût :si le prix est de 100 dollars le mégawattheure exemple, les réserves se rapprochent du niveau des réserves ; mais si le prix est de 50, les réserves sont divisées par deux. Deuxièmement le prix du gaz ne répond pas comme celui du pétrole à l''offre et la demande à un jour T, ne pouvant pas parler aujourd'une OPEP gaz , le marché du pétrole étant un marché mondial , le marché du gaz segmenté géographiquement du fait de la prépondérance des canalisations environ 70% et le marché du GNL 30% étant un marché régional , .d'où l'importance des contrats à moyen et long terme car l'investissement est lourd et à rentabilité à moyen et long terme. Actuellement 65% par canalisation et 35% GNL, il est prévu que Le GNl représentera 48% du volume global du gaz échangé en 2030. Selon Self Energy Fr dans son édition d'août 2022, une réactualisation des réserves prouvées au niveau mondial , les anciennes données datant de 2015/2017, nous avons par ordre décroissant Russie 37400 milliards de mètres cubes gazeux, -l'Iran 32100, -Qatar 24700, -Turkménistan 13600, USA 12600, Chine 8400, Arabie Saoudite 3000, Emiraties 5900, Nigeria 5500, Mozambique 4500 ? Irak 3500, Algérie, les réserves économiquement exploitables de gaz naturel en Algérie sont estimées en 2020/2021 à 2 279 Gm3 (13e rang mondial, 1,1 % des réserves mondiales), plus 27 320 Gm3 de ressources potentielles (5e rang mondial), dont 1 800 Gm3 de gaz conventionnel, 20 020 Gm3 de gaz de schiste(3eme réservoir mondial) et 5 500 Gm3 de gaz de réservoir (4500 étant les données de BP de 2005) - Canada 2400-Libye , Norvège 1500 milliards de mètres cubes gazeux et la Tanzanie 1200 milliards de mètres cubes gazeux . On ne doit pas oublier les importants gisements en méditerranée orientale entre 3500 et 4000 milliards de mètres cubes gazeux dont 40/50 au bord de Gaza en Palestine et d'après les experts américains du bureau géologique (USGS), il y aurait 90 milliards de barils de pétrole au-delà du cercle polaire arctique, à l'échelle mondiale, l'Arctique contiendrait 13 % du pétrole et 30 % du gaz naturel.

3.- Mais on ne doit pas par ailleurs confondre réserves avec production, comme on ne doit pas confondre production avec exportation devant retirer la consommation intérieure ainsi que l'injection de 20/25% dans les puits du gaz pour éviter leur épuisement. Pour la Production en 2022 nous avons par ordre décroissant pour les neufs premiers pays : USA 1027 milliards de mètres cubes gazeux ; Russie 699 ; Iran 244 ; Chine 219 ; Canada 205 ; Australie 162 ; Arabie Saoudite 105 ; Algérie 102 .Selon le rapport du plan de relance économique 2020-2024, élaboré par le Gouvernement, le gaz naturel est la principale source d'énergie en Algérie avec un taux 64/65% du mix énergétique, tandis que le pétrole représente 34/35%. Et pour fin 2023 les énergies renouvelables représentent moins de ½%. Nous avons ensuite la Malaisie 76 et l'Egypte 68 milliards de mètres cubes gazeux . On ne doit pas oublier les USA qui sont devenus le premier producteur mondial de pétrole/gaz ne faisant pas parti de l'organisation. Le mix énergétique évolue, mais étant dominé entre 2022/2023 à plus de 80 % par les énergies fossiles: Pétrole 31,569% ; Gaz naturel 23,490% : charbon 26,731% ; nucléaire 3,397% ; renouvelable 7,479% Hydraulique 6,734% ; Hydrogène pas encore opérationnel. Le gaz naturel et les énergies renouvelables représenteront 60% de l'approvisionnement en électricité, modifiant le mix mondial de production d'électricité d'ici 2050. Dans ce cadre, pour GECF, l'investissement total dans le gaz (y compris les activités en amont et en aval) entre 2024 et 2050 atteindra près de 10.000 milliards de dollars et la production mondiale augmenterait d'environ 1.900 milliards de mètres cubes pour atteindre plus de 5.900 d'ici 2050 dont 20% de gaz importés dont environ 50%, pour GECF, alors que pour atteindre la neutralité carbone horizon 2050, il faudrait , le bureau d'études américain le consultant BCG 27.000 milliards de dollars d'investissement, ce e marché comprenant six domaines principaux : les équipements de production d'énergie renouvelable (éoliennes, modules solaires, etc...), les réseaux électriques, le stockage de l'énergie, dont les batteries pour véhicules, les carburants alternatifs comme les SAF (Sustainable aviation fuels) dans l'aérien ou l'hydrogène pour les procédés industriels de la sidérurgie ou des engrais, les matériaux pour les bâtiments verts et enfin les technologies de capture et stockage de CO2. En résumé, les nouvelles mutations mondiales aujourd'hui largement influencés par des recomposition du pouvoir mondial s'orientant vers un monde multipolaire et les changements qui sont appelés à se produire entre 2024/2030/2035 doivent nécessairement trouver leur traduction dans des changements d'ordre systémique destinés à les prendre en charge et à organiser leur insertion dans un ordre social qui est lui-même en devenir, l'objectif , une stratégie d'adaptation axée sur la bonne gouvernance, la valorisation du savoir et la nécessaire transition numérique et énergétique. Ce bouleversement mondial influera les méthodes de gestion des États. *ademmebtoul@gmail.com*

GAZA

Le cessez-le feu doit être au centre des fora internationaux

Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad Al-Maliki, a insisté à ce que la revendication d'un cessez-le feu à Gaza soit placée au centre des fora diplomatiques internationaux, pour contraindre l'entité sioniste à mettre un terme à sa fuite en avant et stopper sa folie meurtrière contre le peuple palestinien.



Au cours d'entretiens lundi soir avec ses homologues suédois et espagnole, respectivement Tobias Bjelstrom et José Manuel Barris, à Bruxelles, Al- Maliki a mis l'accent sur «l'importance de placer la revendication d'un cessez-le feu à Gaza au centre des priorités abordées lors de divers forums diplomatiques internationaux».

«La concentration sur l'urgence d'un cessez-le feu à Gaza au cours des fora internationaux est capable de fédérer davantage les efforts et parvenir en conséquence à une position efficace à même de dissuader l'entité sioniste à poursuivre ses massacres», a insisté le chef de la diplomatie palestinienne.

De leur côté, les chefs de la diplomatie suédoise et espagnole ont réitéré la position de leurs pays respectifs en faveur d'un cessez-le feu urgent à Gaza et condamné les bombardements aveugles de l'entité sioniste contre des Palestiniens et des infrastructures de base.

Ils ont dénoncé également les violences et agissements condamnables des colons contre les Palestiniens et leurs biens à travers les territoires palestiniens occupés.

Samedi soir, le SG de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé les dirigeants du monde entier à reconnaitre les droits légitimes des Palestiniens, dont le droit à la souveraineté sur leurs territoires et l'établissement d'un Etat indépendant.

«Le refus d'accepter la solution à deux Etats, ainsi que le déni du droit à un Etat pour le peuple palestinien, sont inacceptables», a déclaré M. Guterres devant les participants au 19e sommet du MNA dans la capitale Kampala, notant que «cela prolongerait indéfiniment un conflit qui est devenu une menace majeure pour la paix et la sécurité mondiales».

Le bilan provisoire de l'agression sioniste lancée depuis plus de trois mois contre la bande de Ghaza, s'est élevé mardi, à 25.490 martyrs, ont annoncé les autorités sanitaires palestiniennes. Durant les dernières 24 heures, 195 Palestiniens sont tombés en martyrs, et 354 blessés, selon les mêmes sources. Pas moins de 25.490 personnes sont tombées en martyrs, en majorité des femmes, des adolescents et des enfants, depuis le début de l'agression sioniste, le 7 octobre. La même source fait également état d'environ 63.354 blessés.

Depuis le 7 octobre, l'armée sioniste mène une agression dévastatrice contre l'enclave palestinienne qui a entraîné des destructions massives d'infrastructures en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent. **R. I.**

SUD-LIBAN

Le Hezbollah revendique avoir frappé une base militaire dans le nord d'Israël

LE HEZBOLLAH libanais a affirmé avoir visé ce 23 janvier «pour la deuxième fois» une base militaire dans le nord d'Israël, en réponse «aux récents assassinats et aux agressions répétées contre les civils» au Liban et en Syrie. Dans un communiqué, le Hezbollah a déclaré avoir ciblé la base de Meron, dans le nord d'Israël, à l'aide «d'un grand nombre de missiles». La formation pro-iranienne avait déjà annoncé avoir ciblé cette base le 6 janvier, en représailles à l'élimination imputée à Israël du numéro deux du mouvement islamiste palestinien Hamas au Liban. Ces dernières semaines, Israël a été accusé d'avoir mené plusieurs frappes ciblées contre des responsables de l'Iran et de ses alliés en Syrie et au Liban, qui soutiennent le Hamas, alimentant la crainte d'un élargissement du conflit. Le 20 janvier, 13 personnes, dont cinq conseillers des Gardiens de la Révolution iraniens, ont été tuées à Damas dans une frappe aérienne imputée à Israël, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). L'Iran a juré de riposter à cette attaque qu'il a aussi attribuée à Israël. Le 8 janvier, le Hezbollah avait annoncé la mort de Wissam Tawil, décrit comme «un commandant de la force al-Radwan», l'unité d'élite du mouvement islamiste, dans une frappe attribuée à Israël. Le 2 janvier, le numéro deux du Hamas, Saleh al-Arouri, et six autres cadres du mouvement palestinien ont été tués dans des frappes de drones, attribuées à Israël, dans la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah. Craintes d'escalade Depuis l'attaque du Hamas palestinien sur le sol israélien le 7 octobre, les échanges de tirs sont quotidiens à la frontière israélo-libanaise entre l'armée israélienne et le Hezbollah. Ce mouvement affirme régulièrement viser des positions de l'armée israélienne à la frontière, en soutien aux Palestiniens à Gaza. Israël réplique en bombardant des «infrastructures» du Hezbollah et des combattants dans des secteurs frontaliers. Depuis le début du conflit le 7 octobre, le bilan des personnes tuées par Israël dans le sud du Liban a dépassé les 200, dont 147 combattants du Hezbollah, selon un décompte de l'AFP le 22 janvier. En Israël, les autorités ont annoncé la mort de neuf soldats et six civils. **R. I.**

CENTRALE NUCLÉAIRE D'EL DABAA

Poutine et Sissi saluent un «bond en avant» pour l'Égypte

VLADIMIR Poutine a salué hier, «une centrale nucléaire essentielle dans les relations bilatérales» entre la Russie et l'Égypte, lors d'une cérémonie à l'occasion de la pose de la première pierre du quatrième réacteur de la centrale nucléaire d'El Dabaa. Le dirigeant russe a assuré son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi que Moscou aiderait à la formation de spécialistes et à la création d'emplois. Aussi a-t-il ajouté que l'aide russe avait déjà été menée sous l'URSS, notamment via l'assistance qui avait été apportée pour ériger le barrage d'Assouan. Rosatom est un partenaire fiable, a fait valoir le dirigeant russe. «Ce nouveau réacteur correspond aux plus hautes exigences de sécurité». Vladimir Poutine a insisté sur l'importance du principe d'égalité dans les relations bilatérales, avant d'inviter son homologue égyptien à la réunion des BRICS à Kazan, l'Égypte ayant officiellement rejoint l'organisation le 1er janvier 2024. Abdel Fattah salue un «excellent nouveau chapitre» de la coopération russo-égyptienne L'Égypte devient une puissance nucléaire civile Le président Sissi a quant à lui souligné la relation fidèle entre les deux pays, et s'est réjoui du «bond en avant» qu'apportait à l'Égypte la centrale nucléaire, faisant d'elle une «puissance nucléaire civile», lui permettant d'éviter les fluctuations du marché et de se doter d'un «équilibre énergétique». La centrale à quatre réacteurs d'El-Dabaa est située à environ 300 kilomètres au nord-ouest du Caire, sur la côte méditerranéenne. Approuvé en 2015, le projet a été lancé en 2017 et les travaux de construction ont débuté en 2022. Les quatre unités de production nucléaires prévues devraient fonctionner à pleine capacité de 4,8 gigawatts (GW) d'ici 2030. Rosatom a entamé la construction du troisième réacteur en mai 2023. El-Dabaa sera la première centrale nucléaire d'Égypte et la première installation de ce type sur le continent africain construite grâce aux technologies russes. Il s'agit également du plus grand projet conjoint russo-égyptien depuis la construction du barrage d'Assouan. En vertu du contrat conclu entre Moscou et Le Caire, qui ont financé ensemble le projet, Rosatom fournira du combustible nucléaire à la centrale tout au long de son cycle de vie. Pendant les dix premières années, la Russie devrait aider l'Égypte à former le personnel et à exploiter la centrale. **R. I.**

ALIMENTATION EN GAZ PROPANE À SAÏDA

670 familles concernées

PAS MOINS de 670 familles résidant dans les zones rurales de la wilaya de Saïda ont bénéficié d'opérations d'alimentation en gaz propane, l'année dernière, a fait savoir, ont fait savoir, des services de la wilaya.
Ainsi, 135 citernes de gaz propane ont été installées en faveur de 670 familles résidant dans les villages et localités relevant des différentes communes de la wilaya, selon la même source.
Ces opérations ont nécessité un budget de plus de 120 millions de dinars, dans le cadre du plan communal de développement (PCD), sachant que le suivi a été assuré par la société Naftal, a-t-on souligné.
La contenance d'une citerne remplie de gaz propane est de 1.750 kg, permettant d'alimenter entre 4 et 5 familles, a précisé la même source.
Le wali de Saïda Amoumen Mermouri a procédé, lors de ses différentes visites d'inspection des projets de développement dans la wilaya, l'année dernière, à la mise en service de citernes de propane à travers les communes de Hassassna, Youb, Ouled Khaled, Ouled Brahim, Aïn Lahdjar et Sidi Ahmed.
M. Amoumen Mermouri a exhorté, lors de ses réunions, les responsables du secteur de l'énergie à fournir les efforts nécessaires en vue de généraliser l'opération à tous les villages, notamment ceux situés dans les zones éloignées, où le raccordement au réseau de distribution de gaz naturel reste difficile.
Il a également souligné la détermination des autorités locales à prendre en charge l'opération d'alimentation des populations des zones éloignées de la wilaya en cette énergie, sachant qu'il est attendu, cette année, l'installation de 68 citernes de gaz propane en faveur de 278 familles.

R.R

GHARDAÏA

Mise en service du nouvel Hôpital à Guerrara

LE NOUVEL hôpital d'une capacité de 120 lits à Guerrara, située à 120 Km au nord/est de Ghardaïa, a été récemment mis en service. C'est ce qu'ont fait savoir, avant-hier, des responsables de la direction de la santé de la wilaya.
Dans ce sens, Dr Ahmed Zenati, directeur de la santé, a indiqué qu'il est « Doté et équipé d'un matériel médical et biotechnologique le plus moderne », soulignant également que « ce nouveau établissement hospitalier devra permettre d'augmenter la capacité litière et clinique de la région nord de la wilaya de Ghardaïa et des wilayas limitrophes ».
S'inscrivant dans le cadre de la politique sociale amorcée par les pouvoirs publics visant à améliorer la qualité des services médicaux offerts aux patients, cette nouvelle structure hospitalière constitue un important chantier en matière de mise à niveau de l'infrastructure sanitaire de la région, a-t-il fait savoir
Cette nouvelle structure hospitalière permettra de répondre aux besoins de la population en matière de prise en charge médicale et aussi de doter les cadres de la santé de capacités nécessaires et de technologie moderne leur permettant d'exercer efficacement et d'une manière remarquable les prestations de santé dans la région de Guerrara.
Elle contribuera à la fois à l'amélioration des services médicaux fournis aux citoyens et à la promotion de la recherche scientifique dans ce domaine, a souligné, Dr Zenati.
Edifié sur une superficie de plus de 8 ha pour accueillir 120 patients, pour un coût de plus de 2,8 milliards DA, cet établissement hospitalier a connu un retard considérable depuis le lancement des travaux de sa réalisation en 2009 suite au désistement des entreprises de réalisation, a-t-il rappelé .
La mise en services de cette structure médicale de haut niveau permet de pallier le déficit de l'offre médicale, d'alléger la pression sur les établissements médicaux du chef- lieux de wilaya et d'accompagner la demande croissante sur les services de santé pour toute la région du sud.
Elle est dotée des services de spécialités chirurgicales, spécialités médicales, de réanimation et des urgences ainsi que de diagnostique (Imagerie médicale, laboratoire).
Le directeur de la santé de Ghardaia a exhorté « l'ensemble des cadres médicaux et partenaires à veiller à préserver cette structure de santé et leurs équipements, ainsi que leur entretien, en raison des grands efforts consentis par les pouvoirs publics pour sa réalisation ».Les pouvoirs publics ont mis en œuvre un nombre d'actions visant à améliorer les conditions d'hospitalisation et les services médicaux fournis au citoyen ainsi que la modernisation des outils de gestion et l'amélioration de la qualité des produits et prestations pharmaceutiques.
L'ancien hôpital de Guerrara gardera parallèlement à l'ouverture du nouvel hôpital, ses activités avant de le transformer en une unité de santé de proximité, selon la même source.

R.R

DENRÉES ALIMENTAIRES À DJANET

Des mesures pour assurer l'approvisionnement durant le Ramadhan

En prévision du mois de Ramadhan, une série de mesures ont été prises dans la wilaya de Djanet pour réguler les marchés et assurer un approvisionnement régulier en denrées alimentaires de large consommation durant le prochain mois sacré. C'est ce qu'a indiqué avant-hier, la direction du commerce et de la promotion des exportations (DCPE).



A ce titre, Sadek Mansouri, directeur du secteur, a précisé que la mise en place d'une commission de wilaya chargée du suivi de la chaine de distribution et d'approvisionnement en produits alimentaire de première nécessité durant le mois sacré, l'élaboration d'un plan devant assurer la disponibilité des produits alimentaires, notamment ceux subventionnés.
Composée de représentants des secteurs de l'agriculture, des services communaux, de l'association de protection des consommateurs, de la chambre de commerce et d'industrie, de l'union des commerçants et artisans et des services de sécurité, la commission ad-hoc s'est employée depuis son installation à effectuer des visites pour s'enquérir in situ de la disponibilité des produits alimentaires de large consommation à travers les différentes unités et points de vente existantes à travers le territoire de la wilaya, a indiqué M. Mansouri.
L'organisation d'un marché de solidarité lors du mois de Ramadhan avec la participation des exposants, commerçants, agriculteurs, tenant en compte l'étalage, en priorité, des produits nécessaires, ainsi que l'implication des agriculteurs dans la vente directe de leurs produits, notamment fruits et légumes, aux consommateurs pour contribuer à la baisse des prix lors de ce mois de pitié, font partie des missions dévolues à cette commission.
De même, ces mesures consistent en le lancement, à partir de mars prochain, en coordination avec les services de la wilaya, de la vente promotionnelle des produits, l'encadrement des actions de solidarité, dont le couffin de Ramadhan, l'ouverture de restaurants du cœur «Rahma» à la satisfaction des passagers avec le contrôle des conditions d'hygiène, par les services concernés, a indiqué le même responsable.
Le directeur du commerce et de la promotion des exportations a, à cette occasion, exhorté les acteurs à mettre les bouchées doubles lors du mois sacré pour la réussite de ce plan et assurer la disponibilité des produits alimentaires à des prix compétitifs.

R.R

SITE ARCHÉOLOGIQUE ROMAIN « PORTUS MAGNUS », À ORAN

500 millions de DA pour la restauration du patrimoine

UNE ENVELOPPE financière d'un montant de 500 millions de dinars a été consacrée pour réaliser les travaux de protection du site archéologique romain « Portus Magnus », dans la commune de Bethioua, située à l'est d'Oran, classé monument national en 1968, selon la Direction de la Culture et des Arts de la wilaya.
Dans ce sens, Djameleddine Barka, chef du service du patrimoine de la Direction, a indiqué que ces travaux consistent à clôturer la zone dans laquelle les monuments sont visibles, sur une superficie comprise entre 3 et 4 hectares, qui sera précisée dans une fiche technique de la Direction de la Culture et des Arts.
L'éclairage sera également réalisé au niveau du site archéologique, qui s'étend sur une surface de 49 hectares, ainsi que l'aménagement de la réserve archéologique se trouvant sur le site, qui est un musée en plein air comprenant des objets d'art, et la direction de l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels, ainsi que la création d'un parking de véhicules et un espace de repos, a ajouté M. Barka.
Cette opération intervient après la visite du wali d'Oran, Saïd Sayoud, sur le site de « Portus Magnus », à la fin de la semaine dernière, où il a été décidé d'allouer une enveloppe financière estimée à 500 millions de dinars sur le budget communal de Bethioua pour la protection de ce site historique, a indiqué le chef du service du patrimoine de la direction de la Culture et des Arts.
Il a ajouté que la daïra de Bethioua s'est engagée à parrainer les spécialistes qui réaliseront les fouilles archéologiques programmées par le ministère de la Culture et des Arts.
Ces travaux seront réalisés dans le cadre de l'étude du plan de protection et de remise en état de ce site archéologique, conformément aux procédures incluses dans le décret exécutif n 323/03 du 5 octobre 2003.
Le site archéologique « Portus Magnus », découvert au 19e siècle, est l'un des ports les plus importants construits à l'époque romaine.
L'origine de la ville de « Portus Magnus » remonte à l'époque punique, selon des sources historiques. Le Musée national « Ahmed Zabana » d'Oran conserve une collection de mosaïques trouvées sur ce site, qui est largement visité par les amateurs d'Histoire et d'antiquités et par les visiteurs nationaux et étrangers.

R.R

COOPÉRATION THÉÂTRALE ALGÉRO-SAHRAOUIE

La pièce «El Khatoua El Akhira» le 27 janvier au TNA

La générale de la pièce «El Khatoua el akhira» (le dernier pas), une coproduction entre le Théâtre national algérien Mahieddine Bachtarzi (TNA) et le Théâtre national de la République arabe sahraouie démocratique, sera présentée ce 27 janvier à Alger.



Ce spectacle produit en collaboration avec le Théâtre régional de Sidi Bel Abbès et mise en scène par Aissa Djekati, s'inscrit également dans le cadre de la coopération bilatérale entre les ministères de la Culture des deux pays. Elle résulte d'une série d'ateliers qui a réuni des comédiens et des techniciens sahraouis, sous la direction d'universitaires et de praticiens dans divers domaines liés au 4e art.

Depuis la création du Théâtre national sahraoui en mars 2023, le projet collaboratif a abouti à la pièce « le dernier pas » écrite par Idriss Gourkoua. Ce projet a rassemblé 28 stagiaires sahraouis ont reçu une formation professionnelle dans les métiers du théâtre à l'instar de la mise en scène, du jeu d'acteur, de l'écriture dramatique, de la scénographie, de l'expression corporelle et de la musique, organisés par l'Institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (Ismas) de Bordj El Kiffan.

La pièce, mise en scène par Aïssa Djekati, est une tragédie qui raconte l'endurance et la résistance du peuple sahraoui contre l'occupation et l'oppression. La combattante «El Dahba», malgré toutes les contraintes et l'arrogance du colonisateur marocain, croit en l'indépendance de son pays et fait montre d'une détermination sans faille dans sa résistance.

En ce qui concerne la création du Théâtre national sahraoui, cela fait partie d'un accord-cadre entre les ministères de la Culture et des Arts algérien et sahraoui, réalisé en quatre étapes, aboutissant à la production d'une œuvre qui permettra au peuple sahraoui de s'exprimer sur sa cause et de la promouvoir à l'échelle internationale.

Pour rappel, lors d'une conférence de presse organisé en octobre dernier au Tna, la directrice du Théâtre national de la RASD, Mouna Mohamed Salem a déclaré que le Théâtre national de la RASD, ouvert sur d'autres disciplines artistiques « s'inspire de la troupe historique du Front de Libération National", qualifiant cet événement de « fait majeur dans le paysage culturel sahraoui qui contribuera à faire entendre la voix de la RASD et sa volonté inébranlable à aller vers son Indépendance ».

La ministre de la Culture et des Arts s'est rendue en mars dernier aux camps de réfugiés sahraouis à Tindouf où elle a signé avec son homologue sahraoui, Moussa Selma, un accord-cadre portant sur le renforcement de la coopération culturelle.

« Cet accord qui vise à consolider la coopération dans différents domaines et spécialités artistiques, en tête desquelles la création d'un théâtre sahraoui afin d'aider le peuple sahraoui sur le plan culturel à faire connaître sa cause aux plus hauts niveaux, et de promouvoir sa scène culturelle à l'échelle internationale », a-t-elle déclaré,

« L'initiative de création d'un théâtre national de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) constitue une tradition culturelle de longue date, ainsi qu'une démarche culturelle vers l'avenir de la souveraineté nationale du peuple sahraoui sur son territoire », a-t-elle ajouté.

Meriem Djouder

MUSÉE ABDELMADJID MEZIANE DE CHLEF

Remise de 35 pièces archéologiques romaines

TRENTE-CINQ PIÈCES archéologiques remontant à l'époque romaine ont été remises par la direction de la culture et des arts de Médéa au musée national public "Abdelmadjid Meziane" de Chlef, en vue de leur protection et conservation, a annoncé avant-hier la direction de la culture de Chlef.

"Cette opération intervient suite à une autorisation du ministère de tutelle, dans le cadre de la loi sur la protection du patrimoine culturel", a indiqué à l'APS, le directeur de la culture de Chlef, Mahmoud Hasnaoui.

Il a cité parmi les 35 pièces archéologiques découvertes sur le site de Saneg (Médéa) et remises au musée de Chlef, des moulins, une grande jarre "Dolia" pour la conservation des céréales, des objets en terre cuite et des épitaphes. "Ces pièces ont été conservées et entreposées selon les conditions et normes en vigueur. Elles seront étudiées avec élaboration de rapports les présentant, avant de les joindre aux collections du musée national public de Chlef pour exposition", a ajouté le même responsable.



De son côté, la directrice du musée de Chlef, Faiza Benallal, a loué cette opération qui s'inscrit dans le cadre de la coordination entre les établissements muséaux du pays pour la protection et préservation des découvertes archéologiques.

Elle a assuré que la remise des objets archéologiques s'est déroulée "dans le cadre de la réglementation régissant ce type d'actions, avec des procès-verbaux de remise et réception notariés, entre les secteurs de la culture des wilayas de Médéa et Chlef ".

Pour rappel, le musée national public "Abdelmadjid Meziane" compte des salles d'exposition englobant différentes collections archéologiques, entre objets en argile et poterie, des pièces de monnaie et des pièces archéologiques remontant à la préhistoire, l'époque romaine, la civilisation islamique, l'époque ottomane et l'époque coloniale en Algérie.

Les salles d'exposition de l'établissement muséal sont en cours de réhabilitation, dans le but d'améliorer l'attractivité du musée et de développer ses prestations, selon ses responsables.

R. C.

MILA

Restauration de la mosquée Abou El Mouhajir Dinar

UN MONTANT complémentaire de 81 millions DA a été retenu au titre de l'exercice en cours pour le parachèvement de la restauration de la mosquée Abou El Mouhajir Dinar dans la ville de Mila, apprend-on avant-hier auprès de la direction de la Culture et des Arts.

Selon le chef du service du patrimoine culturel à cette direction, Lezghed Chiaba, ce montant vient s'ajouter aux 140 millions DA octroyés au projet de restauration de monument cultuel, également appelé mosquée Sidi Ghanem et classé en tant que "première mosquée construite en Algérie vers l'an 670 ".

Ce montant complémentaire contribuera à la réception des travaux de restauration et réhabilitation lancés depuis quelques jours avec un délai de réalisation de 24 mois et permettra de renforcer les travaux réalisés sur le site de ce monument en 2021 qui avaient porté sur la reconstruction et la restauration de certaines parties des murs de la mosquée, la réparation des canalisations de drainage, la consolidation de la structure de la mosquée et la restauration du toit.

Ce monument sera exploité à l'avenir comme centre d'orientation à caractère muséal en raison de la spécificité de son architecture et son emplacement au sein du secteur sauvegardé du vieux Mila, entouré de la muraille byzantine.

Durant la période coloniale, plusieurs modifications ont été réalisées dans ce monument pour l'exploiter comme hôpital, est-il noté.

R. C.

LA COLÈRE FOLLE DES JOURNALISTES GHANÉENS CONTRE LEURS JOUEURS

APRÈS leur match nul (2-2) face au Mozambique hier, le Ghana a été reçu en grande pompe par les journalistes ghanéens en zone mixte. À cause de leur mauvaise fin de match qui a vu les Mozambicains revenir au score, ils n'ont plus leur qualification entre leurs mains. Un résultat rocambolesque au grand dam des journalistes ghanéens ! À l'occasion de la troisième journée du groupe B de cette CAN qui s'est déroulée hier, le Ghana a fait match nul contre le Mozambique alors qu'ils menaient deux buts à zéro jusque dans le temps additionnel. Une réalisation de l'attaquant du Sporting Portugal, Geny Catamo, sur pénalty (90+1') et le but égalisateur de l'ancien latéral gauche du LOSC, Reinildo, à la 94ème minute ont presque scellé les espoirs des Black Stars. En zone mixte, les hommes de Chris Hughton ont snobé des journalistes qui les huaient et les invectivaient, visiblement vexés et énervés par la prestation de leur équipe nationale. Pour l'heure, le quadruple vainqueur du Championnat d'Afrique des Nations est presque éliminé de la compétition. Seuls un match nul entre la Gambie et le Cameroun dans le cadre de la troisième journée du groupe C, ce mardi 23 janvier, et une victoire du Maroc sur la Zambie lors de la dernière journée du groupe F, prévue demain, pourrait offrir une qualification inespérée à la bande de Jordan Ayew, double buteur face au Mozambique. Élément de réponse dès aujourd'hui pour un favori de la compétition encore une fois menacé...

ENQUÊTE OUVERTE SUR LES BAGARRES DE MAROC- RD CONGO : VERS DES SANCTIONS DE LA CAF ?

DU CÔTÉ de la CAF, on a décidé de traiter les incidents du match Maroc – RD Congo de manière officielle. Dimanche soir, la rencontre entre le Maroc et la RD Congo, qui s'est soldée sur un match nul (1-1), a été marquée par une grosse polémique d'après-match. Un accrochage Mbemba – Regragui a été le préalable à une grosse altercation entre les deux équipes. Une bagarre générale qui a failli très mal tourner et diffusée aux yeux de tous par les caméras. Une publicité qui ne plait pas à la Confédération Africaine de Football qui prend l'affaire très au sérieux. Cette nuit, la CAF a en effet annoncé l'ouverture d'une enquête au sujet de la rencontre, où certains agissements pourraient ainsi être sanctionnés. « La CAF a lancé une enquête contre la Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF) et la Fédération Congolaise de Football Association (FECOFA) suite à des incidents post-match lors du match de la Coupe d'Afrique des Nations TotalEnergies CAF 2023 entre le Maroc et la République Démocratique du Congo. La CAF ne fera aucun commentaire supplémentaire sur cette affaire tant que l'enquête ne sera pas terminée », a déclaré officiellement la CAF.

FOOTBALL- LIGUE 2 AMATEUR (14E JOURNÉE, AUJOURD'HUI) :

Plusieurs affiches alléchantes entre équipes du haut de tableau

La 14e journée du Championnat de Ligue 2 de football amateur, prévue mercredi (14h00), sera marquée par plusieurs belles affiches entre équipes du haut de tableau dans les deux groupes, dont les chocs opposant le RC Kouba au WA Boufarik (Centre-Ouest) et l'O Akbou au HB Chelghoum Laid (Centre-Est).

GROUPE CENTRE-OUEST : UN RC KOUBA AU WA BOUFARIK À SUIVRE !

Dans la poule Centre-Ouest, le RC Kouba leader avec 30 points, accueillera la redoutable formation du WA Boufarik (9e, 15 pts), qui reste sur une belle victoire devant le SC Mecheria (3-1) lors de la dernière journée. Mais les « Vert et Blanc » intraitables à domicile partent tout de même avec les faveurs des pronostics pour conforter leur place en tête du classement et assurer le titre honorifique de champion d'hiver à une journée de la fin de la phase aller. Dans l'autre affiche du groupe, l'ES Mostaganem (2e, 26 pts) se déplacera chez l'ASM Oran (6e, 19 pts) avec l'ambition d'enchainer avec un nouveau succès après celui obtenu devant le RC Arbaâ (4-1) et rester ainsi aux contacts de la tête du classement. L'ASM Oran, qui reste sur une défaite chez le SKAF Khemis Miliana (1-2) et une défalcation de deux points suite à une sanction de la LNFA, tentera, de son côté, de renouer avec la victoire pour recoller au groupe de tête. Cette 14e journée sera également marquée par l'affiche opposant le GC Mascara (3e, 24 pts) au SKAF Khemis Miliana (6e, 19 pts), ou encore le déplacement périlleux de l'ESM Koléa (4e, 23 pts) chez la lanterne rouge la JS Guir (9 pts). Pour sa part, le CR Témouchent (5e, 22 pts) devrait évoluer sur du velours en accueillant l'O Médéa (15e, 10 pts). Dans les autres rencontres de la poule Centre-Ouest, le WA Mostaganem (6e, 19 pts) recevra une fébrile équipe du NA Hussein Dey (10e, 14 pts), alors que le MCB Oued Sly, également 10e, affrontera la JSM Tiaret (13e, 13 pts). Le duel des mal classés opposera le SC Mecheria (10e, 14 pts) au RC Arbaâ (13e, 13 pts).

GROUPE CENTRE-EST : L'OLYMPIQUE AKBOU À L'ÉPREUVE DU HB CHELGHOUM LAID

Dans le groupe Centre-Est, l'affiche du haut de tableau mettra aux prises le leader et champion d'hiver, l'Olympique Akbou (32 pts) au HB Chelghoum Laid (7e, 18 pts), au moment où le dauphin, le MSP Batna (25 pts) sera en appel chez le MC El Eulma (10 pts) qui lutte pour le maintien en Ligue 2. Si les joueurs d'Akbou, qui aspirent à prolonger leur série d'invincibilité (10 victoires et deux nuls), auront l'occasion d'accentuer leur avance en tête du classement, mais les gars de Chelghoum Laid auront, certainement, à cœur de faire tomber le leader avant la fin de phase aller. Les poursuivants d'Akbou auront la tâche moins ardue, avec le déplacement du dauphin, le MSP Batna (25 pts) chez le MC El Eulma (15e, 10 pts) et le CA Batna (3e, 24 pts), qui accueillera à huis clos, l'E Sour Ghozlane (12e, 12 pts). Logée en embuscade au quatrième rang avec 23 points, la JS Bordj Menaiel recevra, de son côté, la lanterne rouge l'AS Ain M'lila (10 pts), alors que l'IB Khemis El Khechna (5e, 20 pts) se déplacera chez l'O Magrane (10e, 14
pts). Dans les autres rencontres programmées mercredi, il y a lieu de signaler le choc entre deux anciens pensionnaires de l'élite,



en l'occurrence, le MO Constantine (6e, 19 pts) et l'USM El Harrach (13e, 11 pts), ou encore la chaude empoignade entre l'USM Annaba (13e, 10 pts) et l'AS Khroub (11e, 13 pts). La dernière rencontre opposera deux équipes de milieu de tableau, à savoir, le NRB Teleghma (7e, 18 pts) à l'IRB Ouargla (9e, 17 pts).

PARA-VOLLEY (CHAMPIONNAT D'AFRIQUE, QUALIFICATIF AUX J.P 2024) :

«Le groupe est optimiste et motivé pour le tournoi»

L'ENTRAINEUR DE la sélection algérienne de para-volley, Abdelkader Kefif a assuré que son équipe se prépare convenablement, pour le Championnat d'Afrique des nations (Lagos du 29 janvier au 3 février 2024), qualificatif aux Jeux Paralympiques de Paris-2024, et que le groupe est « très motivé » et « jouera crânement » ses chances de qualification au rendez-vous paralympique. L'équipe est depuis le 14 janvier en regroupement au centre de préparation à Chlef, avec un effectif de douze joueurs et avec le retour de l'ancien capitaine Kacem Kabli, dont l'apport devra être très bénéfique pour le groupe. « L'optimisme est de rigueur. L'équipe est très motivée et elle jouera crânement ses chances pour arracher cette qualification aux Jeux Paralympiques de Paris-2024, qui sera historique pour l'Algérie et pour les joueurs », a déclaré l'entraineur Abdelkader Kefif, tout en reconnaissant que la mission » reste très difficile, en présence de l'Egypte (vice-championne du monde), du Rwanda (9e de la même compétition), et d'autres sélections sur lesquelles nous n'avons pas d'informations ». Les joutes de Lagos permettront au champion de bénéficier du seul billet offert à l'Afrique. Mais si l'Egypte, déjà qualifiée aux JP, grâce à sa 2e place en Coupe du monde au Caire en novembre dernier, atteint la finale du championnat d'Afrique, cela permettra au finaliste de prendre le billet de Paris. Pour préparer les championnats d'Afrique au Nigeria, la sélection algérienne devait, tout d'abord, jouer des matchs d'applications contre l'Irak en Algérie, avant de se déplacer au Caire pour un stage devant être ponctué par des matchs amicaux avec les vice-champions du monde. « C'était pour nous un calendrier idéal. Mais malheureusement, ce programme est tombé à l'eau pour plusieurs raisons. Cela nous a poussé à changer de programme et élire domicile au Centre de préparation à Chlef et se contenter de jouer des matchs entre nous (6 contre 6), pour le fait que les meilleurs joueurs du championnat sont en sélection nationale », a expliqué l'entraineur national. Et d'ajouter : « certes, on regrette cet état de fait, mais cela ne va pas trop nous affecter, puisqu'on vient de sortir d'une compétition de haut niveau où on a joué plusieurs matchs intenses. Donc, notre repère sera la dernière coupe du monde, et on va visionner les matchs de nos adversaires de Lagos pour étudier leurs points forts et faibles », a assuré Kefif. Au Nigeria, l'Algérie évoluera dans le groupe B, aux côtés du Zimbabwe, de la Libye et du Rwanda, alors que le groupe A est composé de l'Egypte, vice-championne du Monde. Chez les dames, le tournoi regroupera trois sélections seulement : Rwanda, Nigeria et Zimbabwe pour un seul ticket. Chez les dames, le tournoi regroupera trois sélections seulement : Rwanda, Nigeria et Zimbabwe pour un seul ticket. « Tout d'abord, il faudrait passer le cap du 1er tour, en bonne position pour éviter, en demi-finale, l'Egypte, qui va surement clôturer, leader de son groupe. A partir de là si tout va bien, on peut mettre le paquet sur notre demi-finale, c'est le scénario idéal pour nous, mais ce n'est que sur place, qu'on verra mieux », a expliqué l'entraineur national, en attendant de connaitre le programme des matchs. Pour rappel, la sélection algérienne avait pris part en novembre dernier au championnat du monde de para-volley au Caire, et avait terminé le tournoi 11e, devant l'Angleterre et l'Inde, après une absence de toutes les compétitions depuis 2019. Au cours de ce mondial, l'équipe algérienne avait remporté deux succès lors des matchs de classement, face respectivement à l'Angleterre 3-0 (25-21, 25-17, 26-24) et l'Inde 3-0 (25-15, 25-8, 25-11), contre deux défaites lors de la phase de poules, devant le Japon 1-3 (26-28, 25-18, 25-21, 25-13) et l'Iran 3-0 (25-5, 25-10, 25-10), terminant 3e et dernier du groupe B qui a qualifié les deux premiers aux quarts de finale.

LISTE DES JOUEURS RETENUS POUR LES JOUTES DE LAGOS :

Kabli Kacem, Khalifa Boucif, Ez-zoubir Mahbous, Sadek Seghar, Abdelkader Khalifa, Abdelkader Boukafha, Imed Eddine Belabbas, Mekki Beldjilali, Ahmed Elfitas, Hadj Laribi, Mohamed El-Amine Mehdi, Abdelmalik Kherchouf.Entraineur: Abdelkader Kefif.

CAN 2023 (PHASE DE POULES) :

Les critères à suivre pour départager plusieurs équipes

Chaque groupe de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2023, actuellement en cours en Côte d'Ivoire, comporte 4 équipes. Seules les 2 premières de chaque poule (ainsi que les 4 meilleurs troisièmes, sur 6) à l'issue des trois journées accèdent à la phase à élimination directe.

En cas d'égalité de points entre deux équipes, pour les départager, on prend en compte les critères suivants :
- d'abord, les points obtenus lors des confrontations directes entre les deux équipes concernées
- la différence de buts générale
- le nombre total de buts marqués
- enfin, un tirage au sort a lieu si nécessaire.

Lorsque plus de deux équipes se retrouvent à égalité, les critères s'appliquent d'abord aux rencontres entre ces équipes, incluant les points obtenus, la différence de buts, et les buts marqués dans ces matchs spécifiques, suivis d'une ré-application des critères si nécessaire, et finalement un tirage au sort si aucune distinction n'est possible.

Les règles de qualification pour les meilleurs 3es Comme indiqué ci-dessus, seules les deux premières équipes (ainsi que les 4 meilleurs troisièmes) de chaque groupe atteignent les huitièmes de finale. Les quatre meilleures équipes finissant à la troisième place de leur groupe seront déterminées par le plus grand nombre de points obtenus, et si cela ne suffit pas, par la différence de buts puis le plus grand nombre de buts marqués et, si cela ne suffit toujours pas, un tirage au sort sera effectué.

Les huitièmes de finale de la compétition sont structurés comme suit, avec seize équipes issues de la phase de groupes s'affrontant selon le schéma suivant :



R1 : 1D (groupe de l'Algérie) vs 3B/3E/3F
R2: 2A vs 2C
R3 : 1A vs 3C/3D (groupe de l'Algérie) /3E
R4: 2B vs 2F
R5 : 1B vs 3A/3C/3D (groupe de l'Algérie)
R6: 1C vs 3A/3B/3F
R7 : 1E vs 2D (groupe de l'Algérie)
R8 : 1F vs 2E

Chaque rencontre est désignée par un «R». Les équipes sont représentées par leur position dans leur groupe respectif (par exemple, 1D représente le premier de la poule D), et les équipes finissant troisièmes dans leurs groupes sont indiquées avec des options multiples (par exemple, 3B/3E/3F), dépendant des résultats de la phase de groupes.

Round- Up . . . Round- Up . . . Round- Up . . .

GROUPE « B »

La Guinée Équatoriale humilie la Côte d'Ivoire, le Nigeria fait le strict minimum contre la Guinée-Bissau

La Côte d'Ivoire est à un pas de se faire éliminer de sa Coupe d'Afrique des Nations. Opposé ce soir à la Guinée Équatoriale, le pays organisateur devait s'imposer pour valider son ticket en huitièmes de finale. Dominateur, il se retrouvait néanmoins mené à la pause par un but d'Emilio Nsue. La soirée allait tourner au cauchemar. Après deux buts refusés pour hors-jeu, les Éléphants allaient totalement craquer en seconde période en encaissant trois buts en l'espace d'un quart d'heure. Le score est lourd : 4-0 ! Autant dire qu'il faudra désormais espérer finir dans les quatre meilleurs troisièmes pour voir les Ivoiriens au rendez-vous de la phase à élimination directe. Mais la partie semble bien mal engagée avec trois points et une aussi faible différence de buts. Dans le même temps, le Nigeria a assuré l'essentiel en s'imposant sur la plus petite des marges face à la Guinée-Bissau. C'est donc la Guinée Équatoriale qui finit première de ce groupe A, accompagnée des Nigérians. La Côte d'Ivoire, quant à elle, va désormais prier !

Après la claque : Larmes, escortes . . . les joueurs ivoiriens sous le choc !

Lundi après-midi la Côte d'ivoire est tombée de haut en se faisant humilier à domicile par la Guinée Equatoriale (0-4). Un scénario qui a provoqué la rage des supporters dans les tribunes. Par mesure de sécurité, les joueurs ont même été escortés tandis que certains, à l'image d'Ibrahim Sangaré, qui a vu son but être refusé pour hors-jeu, étaient en larmes. Pour rappel, les Eléphantss ne sont pas encore éliminés mais n'ont plus leur destin en main puisqu'ils devront espérer faire partie des meilleurs troisièmes.

GROUPE « B » :

Incroyable dénouement : l'Egypte qualifiée, le Ghana proche de l'élimination.

Après le verdict rendu dans le groupe A aux alentours de 20h, c'est désormais le groupe B qui donnait son épilogue ce lundi soir. Avec au programme, deux grandes nations du football africain qui cherchaient encore à obtenir leur qualification : le Ghana et l'Égypte. Avec un point au compteur avant le coup d'envoi de cette dernière pour le Ghana et deux pour l'Égypte, ce sont donc les Pharaons qui avaient leur destin en main. Mais pour cela, ils devaient venir à bout d'un surprenant Cap-Vert, assuré d'être premier de sa poule avec a minima six points. Et à la mi-temps, les Capverdiens surprenaient encore leur monde en menant grâce au but de Gilson Tavares (45e+1'). Privés de leur star Mohamed Salah, les vice-champions d'Afrique s'en remettaient à Trézéguet (50e) pour revenir dans la partie. Tout allait basculer dans le temps additionnel puisque c'est le Nantais Mostafa Mohamed qui offrait la qualification aux hommes de Rui Vitoria d'un magnifique lob (90e+3'). L'égalisation de Bryan Silva Teixeira Jr à la 99e minute n'y changeait rien, la nation la plus titrée de l'histoire de la compétition est bien qualifiée ! Car dans le même temps, le Ghana a échoué dans sa quête. Les Black Stars devaient donc s'imposer et ne pas perdre pour ne pas voir le Mozambique leur passer devant. Tout allait bien pour les joueurs de Chris Hughton, qui menaient deux buts à zéro grâce un doublé de Jordan Ayew sur pénalty (15e, 70e). Mais comme dans le match de l'Égypte, le temps additionnel était totalement dingue avec deux buts en trois minutes des Mozambicains : un pénalty de Geny Catamo (90e+1') et l'égalisation de Reinildo, l'ancien Lillois (90e+4'). Avec trois points, l'Égypte finit donc deuxième devant le Ghana et ses deux points et sera donc présent pour les huitièmes de finale. Les Ghanéens, quant à eux, devront attendre mercredi soir et la fin de cette phase de poules pour connaître leur destin. Mais avec deux points, la partie semble mal engagée...

DÉSABUSÉ

Didier Drogba pousse un gros coup de gueule

C'EST une humiliation en règle que les joueurs de la Côte d'Ivoire ont subie hier pour leur troisième match de la CAN. La lourde défaite (0-4) face à la Guinée Equatoriale rapproche les Eléphants d'un fiasco avec une possible élimination dès la phase de poules, en fonction des résultats des deux prochains jours qui ne garantissent pas que les Ivoiriens accrocheront l'une des quatre places de meilleur troisième. La colère est donc énorme en Côte d'Ivoire, notamment chez des supporters furieux. Mais même des légendes n'y vont pas de main morte. Didier Drogba, légende du football ivoirien, a poussé un coup de gueule au micro de la NCI après le match. « Il faudra se remettre au travail, non seulement se poser les bonnes questions, mais aussi prendre les bonnes décisions. Pour le football et que du football, parce qu'aujourd'hui, une nation comme la Côte d'Ivoire ne peut pas organiser une telle compétition et… Bien sûr, elle peut sortir aussitôt qu'elle est sortie aujourd'hui, mais de cette manière, il y a un véritable problème », a pointé Drogba. Un discours pas anodin puisque Drogba a été il y a peu un candidat battu pour la présidence de la Fédération ivoirienne de football (FIF).

APRÈS LA DÉROUTE DES « ELÉPHANTS »

La presse ivoirienne sans pitié

LA PRESSE ivoirienne a qualifié mardi d'« humiliation » et de « honte », la lourde défaite concédée par les « Eléphants » lundi face à la Guinée-équatoriale (0-4) au stade Alassane Ouattara d'Ebimpé (25 km d'Abidjan), en match comptant pour la 3e et dernière journée (Gr.A) de la CAN-2023 (reportée à 2024) qui se déroule en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février). Personne n'a parié un kopeck sur cette débâcle inattendue des « Eléphants », perçue tel un drame national au pays, tellement un grand espoir reposait sur les coéquipiers de Seko Fofana pour aller jusqu'au bout de la compétition, et reconquérir la couronne continentale qui fuit la Côte d'Ivoire depuis l'édition 2015. Avec trois points au compteur, après une victoire en match d'ouverture face à la Guinée-Bissau (2-0), et deux revers concédés devant le Nigeria (0-1) et la Guinée-équatoriale (0-4), les Ivoiriens ont besoin d'un vrai miracle pour espérer se qualifier parmi les quatre meilleurs troisièmes. « La Guinée-équatoriale endeuille la Côte d'Ivoire », écrit dans sa Une, le journal La Nouvelle Alliance, alors que le RHDP News a appelé à la démission du sélectionneur français Jean-Luis Gasset et du président de la Fédération ivoirienne (FIF) Yacine Idriss Diallo : « Les têtes de Gasset et Diallo réclamées. » « Une défaite qui fait tâche d'huile », écrit de son côté Génération Nouvelles. Le quotidien spécialisé Super Sport n'est pas allé avec le dos de la cuillère : « Les Eléphants jettent la honte sur la Côte d'Ivoire : Gasset dehors, Idriss démission. ». Le même journal a indiqué que les joueurs ont quitté le stade sous forte escorte, alors que des bus de transport ont été caillassés par des supporters déchaînés et déçus du résultat. « Décevant Eléphants ! » regrette le journal L'Avenir, qui a fait état de « pleures, larmes, et lamentations hier à Ebimpé », tandis que Notre Voie a écrit en Une « Humiliés ! » avec une photo du coach ivoirien tenir sa tête. Le Nouvel éveil a regretté de sa part « une équipe sans âme, sans stratégie », avant de lancer « FIF, entraîneur, joueurs, pour une fois, situons les responsabilités. ». « Quel gâchis, quelle honte ! », a commenté Le Rassemblement, qui fait état d'une « humiliation de 28 millions d'Ivoiriens » avant de dézinguer le sélectionneur Gasset en le qualifiant d' «un coach en mode silencieux. ». L'équipe de la Côte d'Ivoire qui a entamé cette 34e édition dans la peau d'un favori, pourrait connaître le même scenario de celui de la CAN-1984 disputée en terre ivoirienne, quand les « Eléphants » avaient été éliminés dès le premier tour. Il s'agit de la plus lourde défaite concédée par la Côte d'Ivoire de son histoire en phase finale de la CAN, et devient le premier pays organisateur du tournoi à s'incliner sur une différence de 4 buts.

Le Programme du jour (mercredi 24 janvier 2024)
Mercredi 24 janvier 2024 :
Groupe E :
Afrique du Sud - Tunisie 18h00 à Korhogo
Namibie - Mali 18h00 à San Pedro
Groupe F :
Tanzanie - RDC 21h00 à Korhogo
Zambie - Maroc 21h00 à San Pedro.



Search : Google met de l'IA *générative dans son moteur de recherche, et ça se passe du côté des images*

Depuis le début de l'engouement pour l'IA générative, Google tente de tirer parti de sa position de premier moteur de recherche sur Internet pour intégrer cette technologie à ses services. D'où cette annonce faite la semaine dernière d'ajout de fonctions d'IA générative à son moteur de recherche.

Jeudi dernier, Google a dévoilé deux nouvelles fonctionnalités pour la recherche : La génération d'images à partir de texte et une fonction de brouillons pour la recherche. Ces deux fonctionnalités font partie de ce que Google appelle son "expérience de recherche alimentée par l'IA" (SGE - Search Generative AI Experience). SGE est disponible via Search Labs, une plateforme de test de fonctionnalités qui n'est pas disponible en France.

Bien que Google ne soit pas novice en matière de génération d'images par l'IA, puisqu'il a annoncé son propre modèle de conversion texte-image Imagen dès mars 2022, il n'avait pas encore mis à la disposition du public un générateur d'images. Jusqu'à présent.

Créer des images directement dans Google

Les utilisateurs qui optent pour SGE pourront désormais créer des images directement dans Google. Il leur suffira de saisir la description de l'image qu'ils souhaitent générer dans la barre de recherche. Ensuite, en quelques secondes, Google génère quatre options d'images.

Technologie : Google a dévoilé une fonctionnalité de génération d'images à partir de texte et une fonction de brouillons pour son moteur de recherche. Elles sont disponibles via Search Labs, une plateforme de test de fonctionnalités de search qui n'est malheureusement pas disponible

La démo montre un utilisateur entrant l'invite "dessine un capybara portant une toque de chef et préparant le petit déjeuner" dans la barre de recherche et obtenant immédiatement quatre images.

Lorsqu'un utilisateur clique sur l'une des quatre images, Google affiche une requête plus large que la requête initiale, contenant des détails descriptifs que les utilisateurs peuvent peaufiner pour obtenir le résultat idéal. Cela facilitera le processus de rédaction des requêtes, qui peut s'avérer délicat lors de l'utilisation de modèles d'intelligence artificielle.

Elaborer un prompt plus détaillé à partir d'une première image

Dans cet exemple, la requête détaillée de l'une des images est la suivante : "une image photoréaliste d'un capybara portant une toque de chef et préparant son petit-déjeuner dans une forêt, en faisant griller du bacon". Si un utilisateur souhaite changer l'arrière-plan, il peut rapidement modifier ce mot-clé dans la requête détaillée.

Les utilisateurs de SGE pourront également voir une option permettant de créer des images générées par l'IA directement dans Google Images, ce qui pourrait s'avérer utile lorsque l'on recherche quelque chose en particulier et que l'on ne parvient pas à le trouver dans les résultats de Google Images, en particulier pour illustrer des idées.

Google rassure les utilisateurs en indiquant déployer cette fonctionnalité de manière responsable, notamment grâce à des mesures de protection qui empêchent la génération de contenu nuisible ou trompeur, ainsi qu'à l'étiquetage des métadonnées et à l'apposition d'un filigrane indiquant que l'image a été générée par l'intelligence artificielle.

Un générateur de texte dans une fonction brouillon

L'entreprise lancera également un outil intitulé "À propos de cette image", qui vise à aider les internautes à discerner le contexte et la crédibilité d'une image en leur montrant où une version similaire a été vue pour la première fois, dans d'autres pages web qui utilisent une image similaire.

Le fait que Google mette en œuvre un générateur d'image à partir de texte dans le domaine de la recherche a de quoi laisser perplexe. Certes, nul doute que cette fonctionnalité est très attendue.

Mais Google Bard, son chatbot d'IA, n'a pas encore présenté de capacités de génération d'image a partir de texte, alors que des concurrents comme Bing Chat le font déjà.

Cela indique peut-être que Google n'est que peut intéressé par le développement de Google Bard et par le domaine des chatbot d'IA. Et qu'il préfère développer de l'IA pour son moteur de recherche.

Google ajoute également des "brouillons dans SGE", ce qui revient à ajouter un générateur de texte à Search pour vous aider à rédiger des contenus écrits tels que des courriels ou des notes rapides. D'après la démonstration, il semble que les utilisateurs pourront sélectionner la longueur et le ton du texte qu'ils souhaitent.

Ces fonctionnalités sont d'ors et déjà utilisables par les utilisateurs de SGE aux États-Unis

Test : le Meta Quest 3 nous fait relativiser notre enthousiasme pour le Vision Pro d'Apple



Pratique : Le nouveau casque de VR débarque avec des améliorations significatives à tous les niveaux. Surtout, il est à deux doigts d'apporter la réalité mixte au plus grand nombre. Voici comment. Il est difficile de ne pas faire de comparaisons entre le nouveau casque Meta Quest 3 à 550 €, et le casque Vision Pro à 3 500 $ d'Apple. Le premier a été présenté quelques jours avant qu'Apple ne lance le Vision Pro lors de la WWDC en juin dernier. Et Mark Zuckerburg a qualifié le Quest 3 de "premier casque de réalité mixte grand public", faisant ainsi un clin d'œil à son prix plus accessible et à son arrivée plus précoce sur le marché. Bien que le Quest n'offre qu'une petite partie des capacités du Vision Pro (et une qualité moindre), il est indéniable que pour 550 €, il s'agit de la meilleure expérience VR actuellement disponible.

Avantages du casque de VR Meta Quest 3

Images bien détaillées avec une meilleure transmission Forme plus compacte et plus confortable

Catalogue riche en jeux et services

Prix accessible

Inconvénients du casque de VR Meta Quest 3

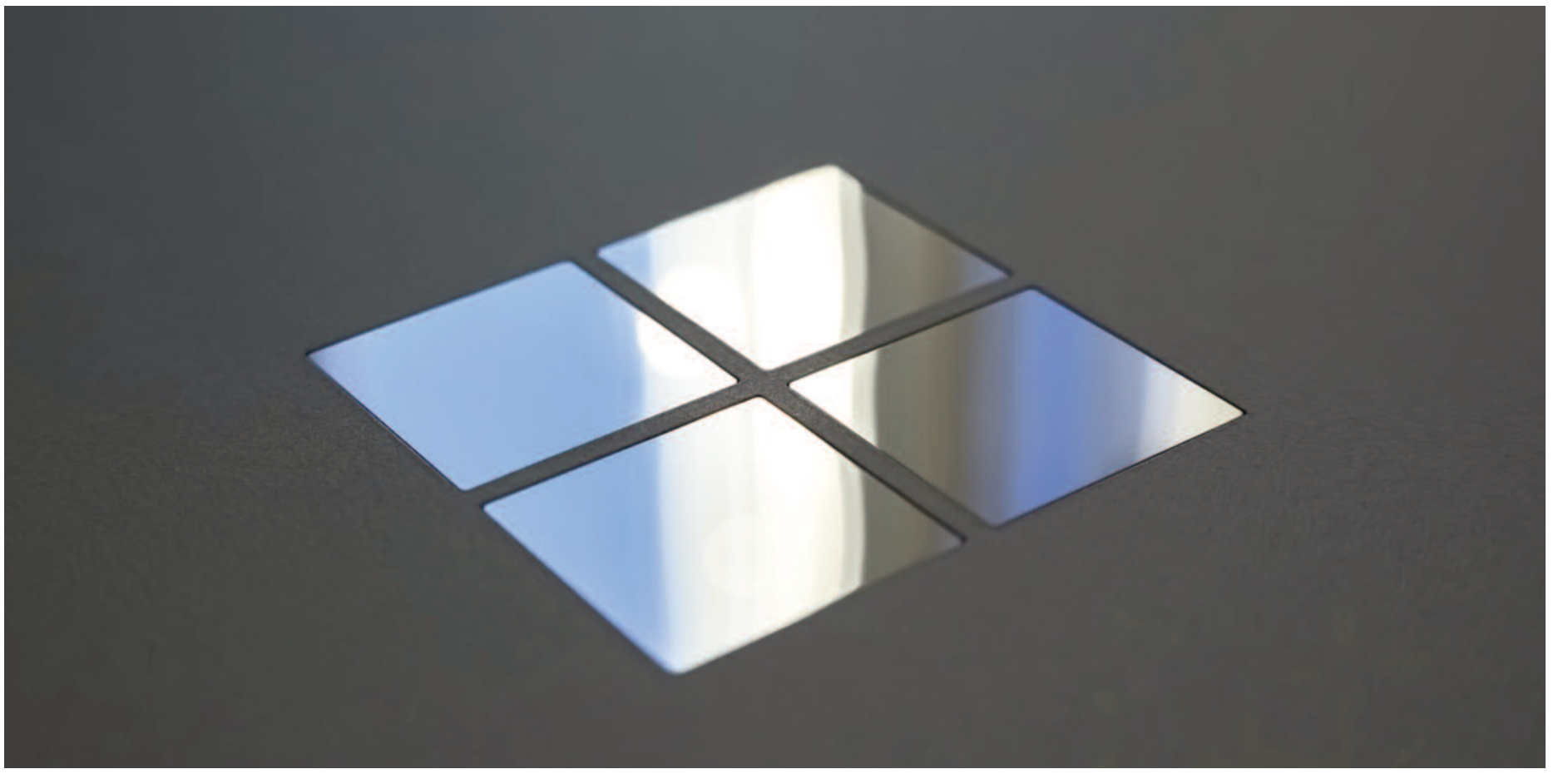
L'autonomie de la batterie pourrait être meilleure (toujours moins de 2 heures)

L'absence d'une application extraordinaire de réalité mixte

Le port peu pratique avec des lunettes

Mais avec Meta qui continue de vendre l'ancienne version, le Quest 2 (et 200 € moins cher), la grande question est de savoir si le Quest 3 justifie une telle dépense ? Les changements apportés au design, à la qualité de l'affichage et aux performances valent-ils la peine d'être pris en compte ? Et est-ce que ceux qui ont déjà penché pour le Vision Pro ne devraient-ils pas tout de même considérer l'alternative proposée par Meta pendant qu'Apple continue de préparer son produit ? Toutes ces questions, et bien d'autres encore, trouveront une réponse ci-dessous.

Quel avenir pour Windows (et Surface) suite au départ de Panos Panay ?



Le départ de Panos Panay au poste de responsable de Windows et de la gamme Surface va-t-il réorienter les plans de Microsoft pour l'avenir ?

Dans la nuit du lundi 18 au mardi 19 septembre, nous apprenions le départ soudain de Panos Panay, le boss de Windows et de Surface. Si cette démission nous paraît quelque peu précipitée, c'est parce que l'homme annonçait récemment son enthousiasme à l'idée de participer à l'évènement consacré à la gamme Surface prévu le 21 septembre prochain.

Que va-t-il advenir de la gamme Surface ?

Faut-il s'attendre ou espérer de nombreux bouleversements avec l'avènement de Windows 12 et l'émergence de l'IA ? La popularisation du Cloud ne va-t-elle pas rogner sur les ambitions de la société en matière de hardware ? Nous allons tenter d'aborder chacune de ces questions dans cet article.

Qui est Panos Panay, le père de la gamme Surface ?

Dans la vaste industrie des nouvelles technologies, les départs de figures emblématiques, particulièrement au sein de grandes sociétés, sont souvent la matérialisation de nombreux bouleversements. Panos Panay, lui, a toujours porté à bout de bras les ambitions de la gamme Surface. C'est à lui qu'est revenue la lourde tâche de présenter les nouveaux appareils pour la première fois, en 2012, et qui s'est assuré de mener à bien la promotion des Surface durant les années qui ont suivi. Plus de dix ans après le lancement de la gamme, c'est encore lui qui était supposé présenter les futurs produits dans quelques jours.

Panay a débuté sa carrière chez Microsoft en 2004 en tant que directeur de programme de groupe. Des années plus tard, et après avoir assuré le développement de la gamme Surface, il embrassera, en 2018, le rôle de chef de produit. Ces deux dernières années, après avoir supervisé le développement de Windows 11, ses réussites au sein de l'entreprise l'ont amené à devenir le vice-président de l'équipe dirigeante, notamment en charge de conseiller le P.-D.G. de la société, Satya Nadella. Mais après 19 années de bons et loyaux services, Panos Panay quitte Microsoft pour rejoindre les rangs de Amazon, et ainsi remplacer Dave Limp en tant que patron d'Amazon Echo et Alexa.

Yusuf Mehdi pour reprendre les rênes de Windows et Surface

L'évènement organisé par Microsoft le 21 septembre prochain marquera le début d'une nouvelle ère pour les appareils Surface et les systèmes d'exploitation Windows. Placée sous une toute nouvelle direction, la responsabilité des activités Windows et Surface sera désormais entre les mains de Yusuf Mehdi, qui n'est autre que le visage en charge du marketing grand public au sein de la firme de Redmond. Voilà bientôt 32 ans qu'il officie chez Microsoft, puisqu'il y a fait ses débuts en janvier 1992. Mais si ce nom vous semble familier, c'est peut-être parce que c'est lui qui était au centre de l'échec de la campagne TV de Microsoft, en 2013, à l'occasion de la présentation de la Xbox One.

Au fil des années, et après une succession de faux pas de la part de Microsoft, Yusuf Mehdi s'est engagé dans un plan de reconquête des consommateurs. La firme américaine, sous sa direction, a alors pris l'initiative de tirer un trait sur les erreurs du passé en admettant la fin définitive des Windows Phone et en cessant la fabrication de Kinect, qui vient d'ailleurs de mourir une nouvelle fois.

Fort heureusement, tout ne reposera pas sur les seules épaules de Yusuf Mehdi. Certaines des responsabilités de Panos Panay seront également transmises à Pavan Davuluri, qui dirige une équipe composée de nombreux talents ayant joué un rôle dans le développement de la gamme Surface, dont Ralf Groene, Stevie Bathiche et Robin Seiler. Si tout cela se veut plutôt rassurant quant à l'avenir, certaines zones d'ombre gravitent encore autour des appareils Surface. Mais nous y reviendrons plus en détail après avoir abordé la question de l'intelligence artificielle.

Windows 12, Cloud et intelligence artificielle : un tournant majeur à venir pour Microsoft ?

Nous le savons, Windows 12 est actuellement en cours de développement. Pas plus tard qu'en juin dernier, la future version de l'OS a d'ailleurs été aperçue dans un document officiel. Si Windows 12 catalysera l'essentiel des nouveautés en matière d'intelligence artificielle, Windows 11 a d'ores et déjà entrepris ce tournant.

Que ce soit avec l'intégration de Bing Chat au sein de la barre de recherche en mars dernier, ou bien avec l'arrivée prochaine de l'assistant virtuel Copilot dans la mise à jour Windows 11 23H2, il ne fait plus l'ombre d'un doute que l'avenir se construira autour de l'IA chez Microsoft, avec ou sans Panos Panay à la tête de la branche Windows. Pour preuve, la boîte dirigée par Nadella est actuellement en train de composer une toute nouvelle équipe dont la mission consistera à créer des services Web basés sur l'intelligence artificielle.

Baptisée « Windows and Web Experiences », cette équipe, dirigée par Mikhail Parakhin, qui s'est notamment concentré sur Bing Chat au cours de ces derniers mois, devrait avoir pour principale mission de réorienter les systèmes d'exploitation Windows et le matériel Surface vers le chemin de l'IA. Les premières esquisses de cette nouvelle philosophie devraient émerger dans quelques jours, lors de l'évènement spécial à New York. Si le départ de Panos Panay peut donc paraître abrupt, la direction de Windows semble, sur le papier du moins, entre de très bonnes mains. Mais la gamme Surface pourra-t-elle en dire autant ?

Quel avenir pour les appareils de la gamme Surface ?

Une question peut légitimement se poser : l'IA ne va-t-elle pas prendre le dessus sur le développement de nouveaux appareils au sein de Microsoft ? L'intérêt de Panay pour l'innovation a toujours été l'un des principaux moteurs de la gamme Surface. Son départ, couplé à la stratégie émergente du géant américain d'aller de plus en plus vers l'IA, peut aisément laisser penser qu'il n'y aura plus autant de place pour les ordinateurs 2-en-1 que par le passé. Pour aller dans ce sens, le Surface Neo est totalement porté disparu et Microsoft a enterré son Surface Duo dans une indifférence absolue. Nous savons par ailleurs que les revenus des appareils Surface se sont effondrés durant cette année 2023, au même titre que les ventes de PC.

Pour couronner le tout, en janvier 2020, Satya Nadella affirmait sur le ton de l'humour que Windows pourrait à l'avenir être renommé en « Azure Edge », cela afin d'indiquer la place prépondérante occupée par le Cloud au sein des services Microsoft. Il y a de cela plusieurs mois, nous vous évoquions même la possibilité de voir un jour Windows être entièrement porté dans le Cloud, cela afin de proposer aux utilisateurs une expérience unifiée depuis n'importe quel appareil. Un chemin déjà été emprunté par Microsoft avec Windows 365.

À l'heure où sont écrites ces lignes, l'avenir demeure encore très incertain. Néanmoins, il ne devrait clairement pas manquer de nous surprendre. Gageons à présent que de premiers éléments de réponse se dessineront dans quelques jours, lors de l'évènement consacré aux appareils Surface et aux dernières innovations en matière d'intelligence artificielle…

Le saviez-vous ? La créature du célèbre roman d'épouvante ne s'appelle pas Frankenstein



Frankenstein est aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands romans d'épouvante de tous les temps. Rédigée par Mary Shelley alors qu'elle n'avait que 18 ans, l'œuvre a été un franc succès et depuis, des dizaines d'adaptations sous plusieurs formes ont vu le jour.
De nos jours, Frankenstein fait allusion à un monstre, assassin, et plus généralement à la création du médecin fasciné par la vie. C'est une confusion populaire, puisque dans le livre, la créature n'a pas de nom.
Elle est alors très souvent appelée « la créature de Frankenstein », « le démon », « la créature » ou encore « le monstre de Frankenstein ».
Le savant Victor Frankenstein l'a donc assemblée à partir de cadavres, ramenés ensuite à la vie. Dans les premiers films d'ailleurs, le monstre n'a pas de nom. La confusion semble s'être opérée dans l'esprit du public entre le savant Frankenstein et sa créature, qui est aujourd'hui largement désignée sous le nom de Frankenstein. Certaines adaptations vont d'ailleurs dans ce sens…

Le saviez-vous ? Le visage sur le premier logo de Facebook était celui d'Al Pacino

Facebook a été fondé en 2004 par Mark Zuckerberg. Mais saviez-vous que c'était le visage de l'acteur Al Pacino que l'on pouvait voir sur le premier logo du célèbre réseau social ? C'était bien le visage d'Al Pacino, acteur légendaire, qui était utilisé sur le premier logo de Facebook.
En effet, les premiers utilisateurs de Facebook, en 2004, pouvaient voir le visage d'un homme caché derrière une série de code de couleur blanche. Il s'agissait du visage d'Al Pacino lorsqu'il était jeune.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



(Washington) Retour vers le futur. Les calendriers de 1996, réutilisables pour l'année 2024, font fureur sur l'internet aux États-Unis, certains se vendant plus d'une centaine de dollars.

Les calendriers 1996, réutilisables pour 2024, ont la cote sur l'internet

L'année 2024 et l'année 1996 sont toutes les deux bissextiles, c'est-à-dire qu'elles comptent 366 jours, et commencent chacune un lundi, d'après le site spécialisé timeanddate.
Et les similarités ne s'arrêtent pas là : 1996 et 2024 sont toutes les deux des années avec des Jeux olympiques (1996 à Atlanta et 2024 à Paris) et des années d'élection présidentielle aux États-Unis.
Le film Matilda, Tom Cruise dans le premier Mission impossible : les blagues et références aux années 90 pleuvent sur les réseaux sociaux, certains internautes fouillant dans leur cave pour retrouver des pépites de 1996. Une publication, vue plus de deux millions de fois sur X, met par exemple en avant un calendrier avec l'acteur Jonathan Taylor Thomas, qui jouait lorsqu'il était adolescent dans la série Papa bricole, très populaire aux États-Unis dans les années 90.
« Pour votre information si vous avez ce calendrier de 1996 avec Jonathan Taylor Thomas, les dates correspondent à celles de 2024, donc vous pouvez le réutiliser », prévient le compte SpaceMonkeyX.
Un internaute a déterré un calendrier de l'entreprise de location de vidéos Blockbuster, où figurent les films à succès de 1995 bientôt disponibles en VHS en 1996 comme Pocahontas, Batman Forever ou encore Casper.
Sur eBay, les calendriers de 1996 se vendent à des prix variant d'une vingtaine à une centaine de dollars. Celui avec l'actrice Pamela Anderson, à l'affiche de Papa bricole mais surtout d'Alerte à Malibu, coûte ainsi au moins 150 dollars sur le site de ventes.
Et il faudra attendre 2052 pour les utiliser à nouveau tout comme ceux de 2024.

Les Smashing Pumpkins cherchent un nouveau guitariste: 10.000 candidats répondent à leur offre d'emploi inédite

Groupe à succès cherche guitariste: les Smashing Pumpkins ont récemment lancé un appel à candidatures sur les réseaux sociaux, annonçant leur intention de recruter un nouveau membre lors d'un processus "ouvert à tous ceux qui pourraient être intéressés". Et leur offre a du succès. Plus de 10.000 intéressés auraient déjà répondu à l'appel. "Merci d'envoyer votre CV et tout contenu pertinent à SPGuitar@redlightmanagement.com", indique le groupe de rock alternatif à l'origine des tubes "1979" et "Tonight, Tonight". L'annonce fait suite au départ en octobre de Jeff Schroeder, qui était guitariste au sein du groupe depuis 2007. Depuis, plus de 10.000 personnes ont déjà postulé. "Huit personnes travaillent à temps plein pour examiner toutes les candidatures", a indiqué le groupe sur Instagram.

Croatie

Nées à deux minutes d'écart le soir du Nouvel an, des jumelles ne sont pas venues au monde la même année

Il s'agissait d'une première pour les médecins de l'hôpital croate de Split

C'est une situation unique qu'ont vécue les médecins de l'hôpital de Split (Croatie). Ils ont aidé une femme enceinte de jumelles à accoucher le 31 décembre. La première petite fille est née à 23h59 et la seconde… à 00h01 le 1er janvier 2024 ! Selon les actes de naissance, les jumelles ne sont donc officiellement pas nées la même année, rapporte la télévision publique croate HRT relayée par Le Parisien. « Ce sera une belle situation dans cette famille heureuse, où l'on fêtera un anniversaire le 31 et un autre au 1er janvier », a témoigné le chef du département de périnatalogie de l'hôpital, qualifiant la situation d'« inhabituelle ».

Une situation similaire aux États-Unis en 2014

La maternité de l'hôpital croate avait déjà vécu des accouchements similaires de jumeaux, nés à un jour d'intervalle avec seulement quelques minutes d'écart. « Mais au moment du passage à la nouvelle année, ça ne nous est jamais arrivé ! », racontent les soignants. La petite fille née le 1er janvier est aussi devenue le premier bébé né en 2024 dans le pays. Elle a donc reçu la visite du préfet de la région, comme le veut la tradition.
Si cette double naissance est une première en Croatie, une situation similaire s'est déjà produite aux États-Unis. Lors du passage en 2014, une femme avait donné naissance à des jumeaux, une petite fille à 23h58 le 31 décembre 2013 et un petit garçon le 1er janvier 2014 à 00h01, à Washington.



Trois fois la superficie de Yellowstone : un époustouflant récif corallien d'eau froide se révèle le plus grand au monde



La carte inquiétante des navires-usines sur l'océan

D'après la première cartographie intégrale qui en a été faite (revue Geomatics), le récif corallien profond qui borde la côte atlantique des États-Unis s'étend sur environ 500 km de la Floride à la Caroline du Sud, atteignant 110 km de large par endroits, relate le Guardian avec l'agence AP.

"On connaît mieux le sol de la Lune que le fond de nos océans" : si cette méconnaissance pointée il y a quelques années par l'océanographe française Françoise Gaill (Sciences et Avenir avec AFP, 2016) est certes toujours d'actualité, un "petit pas" a récemment été effectué pour combler cette lacune.

Le plus grand récif corallien d'eau profonde au monde "était juste sous notre nez, attendant d'être découvert", a déclaré Derek Sowers, océanographe à l'organisation à but non lucratif Ocean Exploration Trust (The Guardian avec l'agence Associated Press, 19 janvier 2024).

2,6 millions d'hectares

En fait, la présence de corail d'eau froide (4°C en moyenne) sur le plateau de Blake, au large de la côte Atlantique des États-Unis, est connue depuis les années 1960.

Toutefois, la superficie de ce récif situé entre 200 et 1000 mètres de profondeur était restée un mystère, expliquent nos confrères.

De nouvelles technologies de cartographie sous-marine ont permis de construire des images en 3D du fond de l'océan, et les cartes en question ont été publiées par le Pr Sowers et ses collègues de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) dans la revue Geomatics.

D'après leurs travaux basés sur des données recueillies par des sonars à haute résolution embarqués sur des navires, la superficie totale de ce récif est de 2,6 millions d'hectares (26000 km2), soit près de trois fois celle du parc national de Yellowstone.

Un paysage de pics et de bosses

La région est constituée de plusieurs centaines de milliers de monticules coralliens, qui sont des coraux d'eau froide "ayant la forme de bosses ou de pointes sur le fond marin et dont la hauteur peut aller de quelques mètres à plusieurs dizaines, mais dont la moyenne est d'environ 20 mètres sur le plateau de Blake", a précisé Derek Sowers dans un courriel à USA Today.

"Cela nous ouvre les yeux – c'est d'une ampleur époustouflante", a confirmé Stuart Sandin, biologiste marin à la Scripps Institution of Oceanography (The Guardian), qui n'a pas participé à ces travaux. À titre de comparaison, plus près de la surface, le plus grand système de récifs coralliens tropicaux du monde n'est autre que la Grande Barrière de Corail en Australie, qui s'étend sur environ 2300 km.

Les récifs coralliens profonds abritent des requins et de nombreuses autres espèces de poissons, ainsi que des étoiles de mer, des pieuvres et une myriade de crustacés. Un écosystème riche, qui repose entièrement sur la filtration par le corail de particules en suspension dans l'eau – puisqu'à cette profondeur, l'absence de lumière rend la photosynthèse impossible.

Forages pétroliers et gaziers

Selon Erik Cordes, biologiste marin à l'université de Temple et coauteur de la nouvelle étude, ces écosystèmes profonds sont sensibles au changement climatique et aux perturbations causées par les forages pétroliers et gaziers.

Derek Sowers, lui, estime que les récifs d'eau profonde couvrent une plus grande partie du plancher océanique que les récifs tropicaux. Ainsi, il est possible que de plus grands récifs tels que celui-ci soient découverts à l'avenir, étant donné que "seuls 25 % environ des fonds marins de la planète ont été cartographiés en haute résolution".

Et si le grand secret du vieillissement humain se trouvait dans celui des plantes ?

DES SCIENTIFIQUES de l'Université de Riverside, en Californie, ont découvert le rôle clé joué par le corps de Golgi dans le vieillissement.

Des scientifiques de l'Université de Riverside, en Californie, ont découvert qu'un organite cellulaire, appelé corps de Golgi, joue un rôle clé dans le vieillissement. L'équipe a réalisé des tests sur des plantes sauvages placées dans l'obscurité afin d'étudier leur fonctionnement dans des conditions peu favorables à leur survie.



"Pour nous, cette découverte est importante"

En effectuant des tests sur différentes plantes sauvages, ils ont observé que lorsque les plantes étaient laissées trop longtemps dans l'obscurité, elles commençaient à montrer des signes de vieillissement prématuré.

Les feuilles se flétrissent, les tiges se ramollissent, et la croissance est considérablement ralentie. Intrigués par ce phénomène, les scientifiques ont entrepris d'analyser de plus près les cellules de ces plantes vieillissantes.

Ils ont alors constaté par hasard que le corps de Golgi, un organite, et la protéine COG, responsable de leur maintien, contrôlent la survie des plantes.

"Pour nous, cette découverte est importante. Pour la première fois, nous avons défini l'importance profonde d'un organite dans la cellule qui n'était pas auparavant impliqué dans le processus de vieillissement", a expliqué Katie Dehesh, professeur de biochimie moléculaire à l'UCR et co-auteur d'un article de la revue Nature Plants, selon le site de l'UC Riverside.

Le rôle du corps de Golgi

Le corps de Golgi joue un rôle clé dans le bon fonctionnement cellulaire.

"L'appareil de Golgi est comme le bureau de poste de la cellule. Il emballe et envoie des protéines et des lipides là où ils sont nécessaires. Un appareil de Golgi endommagé peut créer de la confusion et des problèmes dans les activités de la cellule, affectant son fonctionnement et sa santé", a expliqué Heeseung Choi, chercheur au département de botanique et des sciences végétales de l'UCR et auteur de la nouvelle étude.

La protéine COG, quant à elle, coordonne le mouvement des molécules envoyées par le corps de Golgi ; c'est un véritable travail d'équipe. De plus, les scientifiques ont modifié certaines plantes pour qu'elles ne puissent pas produire de COG. Ils ont constaté que les plantes sans COG vieillissent trois fois plus rapidement lorsqu'elles sont dans l'obscurité que les plantes qui produisent cette protéine. "Ces réponses mettent en évidence l'importance cruciale de la protéine COG et de la fonction normale de l'appareil de Golgi dans la gestion du stress", a déclaré Heeseung Choi. Cette découverte pourrait contribuer à la recherche dans l'étude du vieillissement et des maladies liées à l'âge.

BIEN-ÊTRE



Mal de ventre, constipation... Les symptômes du cancer colorectal sont assez imprécis au départ. Quand des signes surviennent, c'est souvent que la maladie est plus avancée voire se métastase.

Les 3 symptômes qui peuvent révéler un cancer colorectal

Le cancer colorectal peut toucher le côlon et le rectum et évolue souvent sans faire de bruit (d'où l'intérêt du dépistage proposé gratuitement par l'Assurance maladie entre 50 et 74 ans). C'est le troisième cancer plus mortel chez la femme, le deuxième chez l'homme. Diagnostiqué à un stade précoce, le cancer colorectal peut être guéri dans 9 cas sur 10. A l'occasion de Mars bleu, mois dédié au dépistage du cancer colorectal, nous avions interrogé le Dr Hervé Gautier, oncologue et président du Comité 91 de la Ligue contre le cancer, pour faire le point sur les symptômes (trois en particulier) qui peuvent évoquer un cancer colorectal, chez la femme et l'homme.

Quels sont les symptômes du cancer colorectal ?

"Les symptômes du cancer colorectal sont au départ assez imprécis. Ils se précisent au fur et à mesure que la maladie avance" répond d'emblée le Dr Gautier. Ceux qui doivent attirer l'attention sont :des troubles du transit : constipation soudaine ou qui s'aggrave, diarrhée qui se prolonge ou alternance de diarrhée et de constipation

des douleurs abdominales comme des coliques , la présence de sang dans les selles (rouge ou noir)

"Ensuite il y a deux symptômes plus généraux comme la fatigue et la perte de poids qui peuvent survenir un peu après, poursuit le médecin. Il y a également progressivement une anémie (carence en fer) qui s'installe en lien avec les saignements dans les selles. Quand la maladie est plus importante, cela peut aller jusqu'à l'occlusion intestinale mais le cancer est déjà très évolué dans ce cas."

Les symptômes du cancer colorectal sont-ils différents entre les femmes et les hommes ?

Les symptômes du cancer colorectal sont les mêmes chez la femme et chez l'homme "mais il peut y avoir des nuances modérées selon la localisation du cancer" précise le médecin.

Le cancer colorectal touche le côlon et le rectum. Le côlon a plusieurs segments : le côlon gauche, le côlon droit, le côlon transverse. "Le cancer peut toucher l'une ou l'autre de ces parties. Généralement, il se répartit un peu plus à droite chez les femmes et à gauche chez l'homme. Quand le cancer est à droite, les symptômes sont moins précis. Quand il est à gauche et surtout quand il touche le rectum, s'il entraîne des saignements, ça se verra plus vite, même chose s'il y a des troubles du transit, ils se verront plus vite."

Le cancer colorectal peut-il rester asymptomatique ?

Oui. "Pour qu'un cancer de ce type apparaisse, il faut 5 à 10 ans. Pendant longtemps, il n'y a donc pas de symptômes" prévient le Dr Gautier.

La plupart des cancers colorectaux sont liés à la transformation maligne d'un polype présent dans le côlon or "un polype peut se cancériser avec un délai assez long" ajoute l'oncologue.

Quels sont les symptômes en cas de cancer colorectal métastasé ?

"Les métastases sont observées dans 40 à 60% des cas de cancer colorectal" rapporte la Société nationale française de gastro-entérologie (SNFGE) "et sont découvertes généralement lors des examens de surveillance à distance du traitement initial du cancer" poursuit le Dr Gautier. Il n'y a donc pas de symptômes facilement repérables au début de leur formation. "Les métastases surviennent rarement d'emblée, il faut que la maladie soit initialement étendue localement, poursuit notre interlocuteur. C'est surtout pour des maladies avec envahissement ganglionnaire que les métastases apparaissent, plutôt qu'au moment du diagnostic pour les patients qui vont se faire dépister." Les métastases du cancer colorectal sont d'abord ganglionnaires puis se diffusent par voie sanguine au niveau du poumon et du foie. "C'est pour ça que des radios pulmonaires sont recommandées tous les ans aux patients traités pour un cancer colorectal et que l'on surveille aussi le foie par échographie abdominale avec des durées et des variations selon les protocoles."

Y-a-t-il des facteurs facilitant le cancer colorectal ?

"Oui" répond notre interlocuteur qui évoque la présence "d'antécédents particuliers" devant augmenter la vigilance et inciter au dépistage.

"Il y a les antécédents personnels de polypes, les antécédents familiaux s'il y a par exemple un cancer colorectal avant 60 ans chez un parent du premier degré ou un cancer chez deux parents du premier degré, il faut être vigilant et surveiller plus intensivement la personne.

On sait aussi que chez les femmes, il y a plus de cancer du côlon que de cancer du rectum alors que c'est l'inverse chez l'homme.

Enfin, il y a des maladies particulières dont certaines héréditaires à risque élevé de cancer qui sont les maladies inflammatoires du côlon comme la maladie de Crohn ou la rectocolite ou une maladie génétique, la polypose familiale" explique le Dr Gautier. Le manque d'activité physique et de consommation de fibres jouent aussi un rôle.

"Quand le cancer est à droite, les symptômes sont moins précis"

Eau dans le poumon : comment soigner un œdème pulmonaire ?



L'ŒDÈME AIGU du poumon (œdème pulmonaire ou OAP), provoqué par une maladie cardiaque, est une urgence médicale. Quelles sont les causes ? Comment le soigner ? Un œdème pulmonaire aigu se définit par la présence de liquide dans les alvéoles pulmonaires. L'immense majorité des œdèmes pulmonaires sont d'origine cardiaque. Il s'agit d'une urgence médicale. Qu'est-ce qui provoque l'œdème pulmonaire ?

Quelle est la définition d'un œdème pulmonaire ?

Comme tous les œdèmes, l'œdème aigu du poumon, OAP ou œdème pulmonaire aigu, se caractérise par une accumulation anormale et brutale de liquide dans le poumon, plus exactement dans les alvéoles pulmonaires (petites poches où ont lieu les échanges gazeux avec le sang) "alors que normalement il n'y a pas de liquide dedans, simplement de l'air", avance d'emblée Dr Stéphane Boulé, cardiologue et membre de la Fédération Française de Cardiologie, qui ajoute : "Il s'agit d'une urgence médicale." Toutefois, un OAP n'est pas une maladie des poumons. "Il s'agit de la conséquence d'une maladie du cœur. Cela s'intègre dans ce que l'on appelle l'insuffisance cardiaque".

Qu'est-ce qui provoque un œdème pulmonaire ?

→ Un dysfonctionnement cardiaque. Un OAP peut arriver "du fait d'un dysfonctionnement du cœur qui n'assume plus efficacement son rôle de pompe pour différentes raisons", explique Stéphane Boulé. "Quelle que soit la cause, si le cœur ne pompe plus correctement le sang, celui a alors tendance à stagner en amont, dans les vaisseaux du poumon. Si la pression du sang dans ces vaisseaux devient trop importante, il va alors y avoir une fuite de liquide de ces vaisseaux vers les alvéoles du poumon."

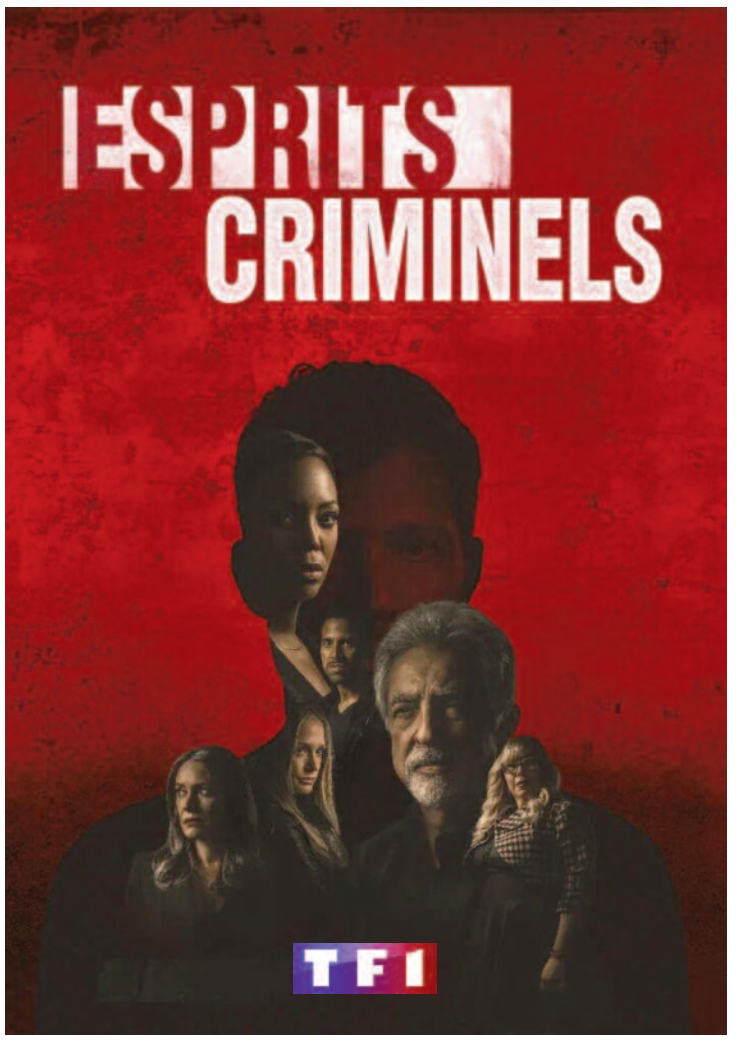
→ Des lésions cardiaques. Si l'immense majorité des OAP sont d'origine cardiaque, certains proviennent d'une lésion et sont donc appelés OAP lésionnels. Ces derniers sont provoqués par un traumatisme causé par une rupture de la membrane située entre les vaisseaux et les alvéoles pulmonaires : on parle de SDRA (syndrome de détresse respiratoire aiguë). La présence de liquide dans les alvéoles pulmonaires sera responsable d'une diminution de la qualité des échanges gazeux, entraînant des difficultés respiratoires importantes, suivant la rapidité de la constitution et l'importance de l'invasion liquidienne.

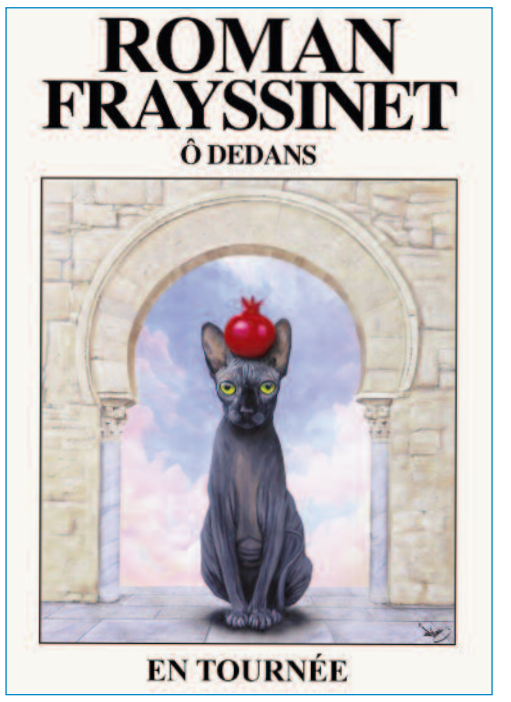
→ Une pneumopathie infectieuse ou toxique

→ Un traumatisme

Comment soigner un œdème du poumon ?

Le traitement de l'OAP inclut systématiquement un vasodilatateur (dérivés nitrés), médicament capable de dilater les vaisseaux, des injections de diurétiques en vue d'éliminer l'excès d'eau et un apport d'oxygène ("oxygénothérapie"). "L'OAP s'intègre bien souvent dans le cadre d'une insuffisance cardiaque chronique sous-jacente, qui est donc connue et doit bénéficier d'un traitement de fond optimal. C'est un point essentiel. Il faut traiter la cause, traiter la maladie cardiaque responsable pour éviter à tout prix la survenue d'un œdème pulmonaire", précise Stéphane Boulé.













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05 Série policière Etats-Unis,2023 — TF1
Esprits criminels

21h00 Série judiciaire France, 2024 — France 2
Marianne

20h55 Jeu - 2024 — M6
Qui veut être mon associé ?

22h41 Humour France, 2023 — CANAL+
Roman Frayssinet : O dedans

20h55 Magazine de société — W9
France - 2020
Enquêtes criminelles

20h50 Film de guerre — CINE + FRISSON
Etats-Unis - 1986
Platoon

21h05 Film de science-fiction — 6ter
États-Unis - 1994
Stargate, la porte des étoiles

20h50 Comédie France - 2022 — CINE + PREMIER
Le nouveau jouet

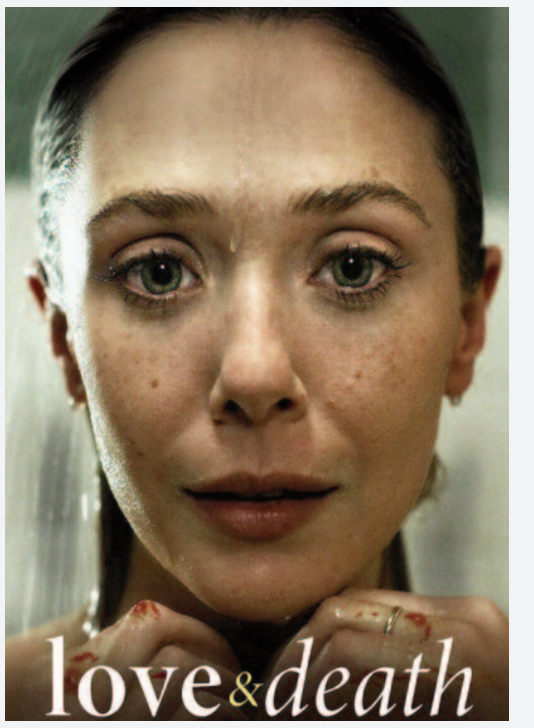
21h20 Série policière - France 2020 — C8
Mongeville

22h30 Cinéma Thriller, 2023 — CINE CINEMA
En plein feu

21h00 Cinéma Comédie — CINE + FAMIZ
France -1999
Austin Powers, l'espion qui m'a tirée

21h00 Comédie — TMC
France - 2016
Les visiteurs : la Révolution

21h03 la chaine CANAL+ SERIES



Série policière États-Unis, 2023
Saison 1 Épisode 5-6

Love & Death

Après avoir avoué aux enquêteurs qu'il entretenait une liaison avec Candy Montgomery, Allan Gore est mis en examen. Les policiers sont convaincus que Candy a assassiné Betty Gore. Ils mettent tout en oeuvre pour la faire avouer. Pour défendre ses droits, elle engage son ami avocat Don Crowder et lui confie qu'elle a tué Betty après avoir été agressée par celle-ci. Sur sa recommandation, Candy consulte le psychiatre Fred Fason qui utilise l'hypnose pour explorer les sentiments refoulés.

23h35

Série d'horreur Etats-Unis, 2022
Saison 11 Épisode 1: NYC : Quelque chose va se passer

American Horror Story

En 1981, le journaliste Gino Barelli demande à l'inspecteur Patrick Read des informations sur plusieurs meurtres survenus dans le milieu.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	06:00	12:41	15:25	17:45	19:12
CONSTANTINE	06:04	12:45	15:30	17:51	19:18
ALGER	06:18	13:00	15:45	18:06	19:32
OUARGLA	06:05	12:51	15:44	18:05	19:27
CHLEF	06:25	13:07	15:52	18:12	19:39
MOSTAGANEM	06:29	13:11	15:57	18:18	19:44
ORAN	06:32	13:15	16:01	18:21	19:47

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7799 — MERCREDI 24 JANVIER 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	18°	11°
Oran	21°	8°
Constantine	16°	1°
Ouargla	20°	4°

EN RAISON DES MASSACRES PERPÉTRÉS PAR ISRAËL À GAZA

Le *Los Angeles Times* secoué par une grève historique

Illustration de son aura et de sa place de poids dans l'histoire de la presse, son nom rebondit au gré des chapitres des monographies et des livres dédiés à la vie des médias.

De promotion en promotion, les étudiants en journalisme l'ont rencontré, certains à l'épreuve d'un exposé en «TD», d'autres à l'autre d'aborder les grands canards de l'histoire ou l'économie de la presse. Le «Los Angeles Times» c'est de lui qu'il s'agit vient de connaître la première secousse existentielle de son histoire. Référencé au rang des doyens de la presse écrite quotidienne il est né en 1881 sur fond de grande fécondité médiatique, le plus emblématique des médias de la Californie a été paralysée, vendredi 19 janvier, par la première grève de son existence. Un coup dur pour ce titre qui émarge au palmarès des distinctions internationales avec pas moins de 51 Pulitzer, le plus prestigieux des prix octroyés aux médias.

Les salariés journalistes et employés des autres services ont débrayé, poussé en cela pas un nouveau plan social sept mois après une première coupe qui a allégé la rédaction de 70 postes. À l'image de nombre de journaux aux quatre coins du monde, le «Los Angeles Times» a vécu une année 2023 marquée par la récession.

En dépit d'un lectorat assez substantiel au regard des indicateurs internationaux (500.000 abonnés numériques et des abonnées au journal papier), la trésorerie du premier quotidien de la côte ouest a enregistré une perte estimée entre 30 et 40 millions de dollars. Le média californien a été repris en 2018 par le milliardaire sud-africain Patrick Soon-Shiong, un investisseur dans le domaine de la biotech. Le nouveau propriétaire, dont la fortune est estimée à plus de 7 milliards de dollars par le magazine «Forbes», s'est offert le titre moyennant un chèque de 500 millions de dollars. «Etre racheté par un milliardaire ne suffit pas. C'est l'amère expérience vécue par le Los Angeles Times, aux prises avec une perte de ses recettes et une érosion de ses ventes», observe, les yeux fixés sur les chiffres commerciaux, le correspondant du Monde aux États-Unis. Source d'angoisse supplémentaire pour Patrick Soon-Shiong, la grève intervient dans un contexte pesant marqué par une succession de mauvaises nouvelles pour le journal. Le «Los Angeles Times» a entamé l'année 2024 en assistant, ébahi, à la démission de son directeur de la rédaction. Professionnel au talent reconnu venu de la presse sportive (ESPN), Kevin Merida a rendu son tablier sous les effets conjugués de résultats jugés «decevants», de conflit éditorial avec une partie de la rédaction et, facteur aggravant pour le climat de travail, la non concrétisation d'un accord salarial avec le syndicat de la presse malgré des discussions vieilles d'un an.

Avant cette grève, une partie de la rédaction était déjà en arrêt de travail forcé. En novembre dernier, une trentaine de journalistes ont manifesté leur mécontentent de la couverture de la guerre de Gaza par leur journal. Selon le récit du correspondant du Monde, ces journalistes ont signé une pétition pour mettre la pression sur la direction et appelant non sans insistance à «l'intégrité dans la couverture médiatique occidentale des atrocités commises par Israël contre les Palestiniens». Le directeur de la rédaction démissionnaire leur a interdit de couvrir le conflit pour trois mois, précise le correspondant du Monde.

La spectaculaire grève du «Los Angeles Times» à laquelle ont participé 90% des employés est venue abonder dans le sens d'une récente mise en garde académique avec des accents de sonnette d'alarme. La presse écrite américaine est «en difficulté» et «son extinction s'accélère», selon le rapport annuel de l'école de journalisme de la Northwestern University, l'une des plus prestigieux campus privés. Le correspondant du Monde, qui en a lu la teneur, parle de plus de 130 journaux fermés ou absorbés dans des restructurations en 2023. Un chiffre énorme qui pointe tout simplement la fermeture d'une moyenne de 2,5 titres de presse par semaine. Cette récession fait dire à la Northwestern University que la presse écrite subit aux États-Unis une véritable «hécatombe».

Raouf S.



Le siège du **Los Angeles Times.**



LUTTE CONTRE L'HABITAT PRÉCAIRE

125 familles relogées à Chebli

DANS le cadre d'un programme de lutte contre l'habitat précaire, conformément aux instructions du président de la République, le wali de Blida, Brahim Ouchen, a mis à exécution la deuxième phase de l'opération de recasement. En effet, après le recasement des 176 familles issues des habitations précaires des deux communes Mouzaïa et Chiffa, situées à l'ouest du chef-lieu de la wilaya, la deuxième opération s'est effectuée dans la commune de Chebli, à l'est de la wilaya. Celle-ci a vu le recasement de 125 familles vivant dans des habitations menaçant ruine, constituant un danger pour leur sécurité. Ainsi, 23 familles du domaine Mazouzi-Grigouri et 95 autres familles du domaine Halzoum, de l'école Bourezègue, du domaine Sollar et du parc communal de Chebli ont été relogées hier dans des logements de type LPL (logement social), qui comportent toutes les commodités et sont, de surcroît, implantés dans la même ville. L'opération, supervisée par la chef de la daïra de Bouinan, Mokhtaria Bourada, s'est déroulée dans de bonnes conditions. Les constructions précaires ont été démolies sur place par les services concernés, a-t-on constaté. Les bénéficiaires, dans une ambiance euphorique, ont exprimé joie et allégresse après en avoir fini avec des années de souffrances dans des bidonvilles. Dans une déclaration à la presse, la cheffe de la daïra de Bouinan a indiqué que le terrain récupéré servira à la réalisation de projets de développement pour toute la commune. Elle a, en outre, affirmé que le recasement des familles est venu à point nommé pour mettre fin à l'habitat précaire qui défigure le paysage urbanistique de la ville de Chebli.

T. Bouhamidi

RENFORCEMENT DES VOLS INTERNATIONAUX

Le plan audacieux d'Air Algérie

LE DIRECTEUR général de la compagnie nationale Air Algérie, Yacine Benslimane, a dévoilé le plan d'action tracé pour l'année 2024, visant notamment à renforcer les vols internationaux pour répondre à la demande croissante de ses clients. S'exprimant devant les membres de la commission des Affaires étrangères de l'APN, M. Benslimane a affirmé que le plan d'action pour 2024 inclut l'ouverture de sept nouvelles lignes, en partenariat gagnant-gagnant, soulignant que les destinations sous pression seront également renforcées par des programmes supplémentaires et que la ligne Londres Gatwick et la ligne Alger-New York seront bientôt lancées. Pour ce qui est du réseau aérien national, M. Benslimane a fait savoir qu'il a été renforcé par 47 nouvelles lignes, dans 31 pays. Quatre dessertes supplémentaires ont été ouvertes en Afrique. Il a ajouté qu'Air Algérie est très bien positionnée dans le transport aérien international, sauf au Maroc où elle n'opère.

Le responsable a, dans ce sens, souligné que le pavillon national continuera à se développer, notamment par l'acquisition à moyen terme et au cours du premier semestre 2025, de 15 nouveaux appareils, en plus de la location de 10 autres. «Air Algérie est sur le point d'acquérir 15 appareils, dont deux appareils au cours de l'année 2025 d'une capacité de 400 passagers. En plus de 3 autres avions en leasing sur trois ans à partir de 2025 et de deux avions en 2026 d'une capacité de 300 passagers, en plus de 8 avions en 2027 d'une capacité de 150 passagers», a-t-il précisé. Pour ce qui est du nombre de passagers, le patron d'Air Algérie a indiqué qu'il a atteint une croissance de 6 %, pour atteindre 7,2 millions de passagers transportés en 2023, expliquant que la sous-exploitation des vols vers l'Espagne et le Liban a induit une baisse de 2% des sièges disponibles. Pour l'été 2024, il est prévu de renforcer le programme sur les lignes très sollicitées par les voyageurs de et vers l'Algérie. Il a cité la France pour laquelle plus d'un million de sièges seront retenus, dont 5% sont déjà réservés. Le Canada profitera de 96 000 sièges dont 23 000 sont réservés.

Le DG d'Air Algérie a affirmé, à cet égard, qu'une stratégie avait été mise en place en prévision de la saison estivale, à travers le lancement d'offres promotionnelles intéressantes pour les membres de la communauté nationale à l'étranger. «Près de 80 offres promotionnelles seront lancées au profit de la communauté nationale établie à l'étranger», a-t-il indiqué.

Lynda Louifi

CAN 2024 DE HANDBALL

L'Algérie en demi-finale

LE SEPT algérien de handball s'est qualifié pour les demi-finales du Championnat d'Afrique des nations (CAN-2024) qui se déroule en Egypte (17-27 janvier), à l'issue de sa victoire devant la RD Congo par (36 -23) en quarts de finale disputé hier au Caire. Mené à la mi-temps par (14-15) le sept algérien a renversé la situation en seconde période pour l'emporter largement sur le score de (36-23) et arracher du coup sa qualification pour le Mondial-2025, prévu en Croatie, Danemark et Norvège. En demi-finale prévue jeudi 25 janvier, les camarades de Messaoud Berkous affronteront le Cap-Vert facile vainqueur du Maroc (31-22). Lors du premier tour, les hommes de Dehili Farouk ont dominé la poule C en battant respectivement le Gabon (31-27), la Libye (34-19) et le Maroc (30-23). Les deux autres quarts de finale opposeront ce mardi l'Egypte à l'Angola (16h00) et la Tunisie à la Guinée (18h00). L'équipe sacrée lors de cette 26e édition du Championnat d'Afrique de handball se qualifiera directement aux Jeux olympiques de Paris 2024, alors que l'autre finaliste disputera un tournoi qualificatif en mars prochain. Les cinq premiers du CAN-2024 représenteront le continent africain au mondial 2025 prévu en Croatie, Danemark et Norvège.

R. S.